

CHAPITRE 12

SYNTHÈSE ET CONCLUSIONS

Parmi les questions soulevées dans les chapitres précédents au sujet du développement du capitalisme au Japon, certaines touchent à la nature de la société japonaise avant le contact avec l'Occident en 1853 : le Japon de 1850, à la veille de l'arrivée des Occidentaux, peut-il être appelé féodal ? Quelle est la nature de la « crise » qui frappe le Japon dans la première moitié du XIX^e siècle ? Le Japon de 1850 était-il prêt à développer le capitalisme de façon autonome, comme semble le laisser entendre E. O. Reischauer (1973, p. 131) ? D'autres portent plutôt sur les développements qui suivent le changement de régime en 1868 : quelle est la nature du système social, économique et politique de Meiji ? Si l'on admet que le Japon de 1919 fait partie du groupe des pays industrialisés et impérialistes, quelles sont les faiblesses de ce pays face aux puissances occidentales au moment de la signature du traité de Versailles ? Enfin, quelle place la « culture » japonaise a-t-elle dans l'explication du développement du capitalisme au Japon ? Les réponses à ces questions servent de conclusion à l'étude de cette première phase de l'industrialisation du Japon, qui se termine en 1919.

LE JAPON DES TOKUGAWA PEUT-IL ÊTRE APPELÉ FÉODAL ?

Il peut sembler étrange de se poser la question. En effet, dans la littérature francophone sur le Japon, il est à peu près universellement admis que le Japon des TOKUGAWA était féodal. D'ailleurs, dans les chapitres précédents, j'ai utilisé l'appellation « féodal » de façon régulière pour désigner le Japon d'avant 1868. Il est néanmoins nécessaire de reprendre la question, car plusieurs spécialistes américains, surtout des historiens (Hall, J. W., 1968a, p. 45-50, et 1968b, p. 61-62 ; Jansen, 1968b), rejettent le terme comme inapplicable au Japon des TOKUGAWA. Ces auteurs préfèrent le qualificatif « prémoderne ». Leur rejet

du terme « féodal » vient de ce qu'ils craignent que « ce concept serve de qualificatif recouvrant tous les aspects de la vie sous les TOKUGAWA » (Hall, J. W., 1968b, p. 61). Ils font valoir certaines transformations, telles la quasi-centralisation administrative opérée par les TOKUGAWA et la bureaucratisation des administrations shogounales et domaniales, pour défendre leur position. Selon eux, le Japon de 1850 n'est pas féodal, car c'est un pays qui a rejeté la décentralisation et la vassalité.

La position de ces universitaires est fondée sur une définition stricte ou étroite du féodalisme, semblable à celle de plusieurs historiens européens spécialistes du moyen âge (Bloch, 1939; Boutruche, 1968, introduction; Lemarignier, 1970, p. 100-104). Selon cette définition, le terme féodal ne doit s'appliquer qu'à des sociétés fondées sur des liens de vassalité et où l'autorité politique est morcelée. Cette définition stricte s'oppose à une autre, plus large, adoptée par plusieurs marxistes, mais pas exclusivement par eux, qui prend comme fondement l'existence du servage et des droits seigneuriaux, c'est-à-dire, d'une part, des liens de subordination particuliers entre paysans producteurs et seigneurs et, d'autre part, des droits fonciers ou des droits à une partie du produit paysan, droits hiérarchisés, appartenant à l'aristocratie. Cette seconde définition part de la relation entre seigneurs et paysans, donc d'une relation entre classes, et non des relations internes à la classe dominante, ce que fait la première.

Le choix de l'un ou l'autre de ces points de vue est quelque peu arbitraire : il est en effet lié à la façon dont on choisit de conceptualiser le « réel » historique et aux critères théoriques adoptés pour distinguer les périodes. Ces critères dépendent du point de vue que l'on adopte : d'une part, celui des historiens, qui s'attachent à la diversité des organisations, d'autre part, celui du sociologue ou de l'anthropologue, qui veut faire sens des évolutions historiques à long terme. Le point de vue adopté ici est le second : il est indéniable qu'il y a des différences entre le système qui prévaut sous les TOKUGAWA et celui qui prévalait sous les MINAMOTO. Mais il y a aussi des points en commun : ce qui est pris comme fondamental ici, c'est que, dans les deux périodes, il existe des seigneurs ayant des droits au surproduit paysan, et des paysans producteurs liés à la terre et astreints à l'impôt foncier. Que les seigneurs aient plus d'autonomie dans la période Kamakura ou dans la période Muromachi que dans la période Edo est vu comme une variation dans l'organisation de la classe dominante, mais à l'intérieur d'un système dont la structure fondamentale demeure la même. Autrement dit, le fait d'identifier une structure fondamentale nous permet de mettre à jour certaines caractéristiques communes aux périodes Kamakura, Muromachi et Edo, sans nier l'évolution historique et les transformations qui

l'accompagnent. L'insistance sur la structure commune ne signifie pas la négation des distinctions entre les périodes ou l'ignorance des évolutions historiques. Par exemple, au début de la période Edo, les *samourai* ont été coupés de la terre. Il s'agit là d'une différence importante dans l'organisation des droits sur le produit de la terre : dans un cas, le droit au surproduit paysan passe par la propriété éminente sur une parcelle de terre, dans l'autre, le droit au surproduit passe par l'insertion dans une hiérarchie militaire qui est aussi une hiérarchie d'émoluments. Mais ces modifications se font à l'intérieur de la classe des guerriers et ne modifient pas essentiellement la nature des relations entre guerriers de rangs inférieurs et seigneurs, ni entre guerriers et paysans. En ce sens, malgré la transformation d'un élément structural, les relations fondamentales demeurent les mêmes.

La distinction n'en est pas une de fait, mais d'interprétation. Ce sur quoi j'insiste ici, c'est sur la continuité de la classe guerrière, avant et après 1600. Ce qui ne signifie pas que je nie l'existence de transformations : les chapitres 2, 3, 4 et 5 le démontrent amplement. Mais j'interprète ces transformations comme des modifications survenant à l'intérieur d'un système de relations sociopolitiques qui se maintient jusqu'en 1867, malgré ces modifications.

Les historiens mentionnés plus haut ont une autre raison, moins théorique, de rejeter le terme féodalisme pour le Japon des TOKUGAWA. En effet, ils attribuent au terme « féodal » un contenu péjoratif. Paradoxalement, ces auteurs critiquent le caractère péjoratif du terme chez les historiens marxistes japonais. En effet, les marxistes japonais ont tendance à qualifier de féodaux les aspects sociopolitiques qu'ils jugent négatifs dans la société japonaise depuis 1868. Il faut noter que, sur ce point, les marxistes ne sont pas les premiers au Japon à procéder de cette façon : dans la période Meiji, plusieurs dirigeants et des intellectuels avaient dénoncé vigoureusement le « féodalisme » retardataire de la période Edo qui, selon eux, faisait obstacle au développement d'une économie et d'une société modernes et dont les effets continuaient de se faire sentir.

Le rejet du terme « féodal » par les spécialistes américains, adeptes de la théorie de la modernisation, semble procéder d'une conception similaire mais inverse. Alors que les intellectuels japonais rejetaient le passé comme féodal, les tenants de la théorie de la modernisation rejettent l'appellation « féodale » pour le Japon des TOKUGAWA non pas tellement pour des raisons théoriques que parce que, selon eux, le Japon de l'époque était plus « avancé » dans son développement. Dans cette perspective, parler de féodalisme pour le Japon de la période Edo serait une insulte pour le pays, alors qu'on considère qu'à la même époque, l'Occident est déjà « moderne ». Selon eux, il faudrait changer de quali-

ficatif et laisser tomber le mot « féodalisme », sauf pour la période Muro-machi. Ils suggèrent d'utiliser le terme « prémoderne », tiré de l'historiographie européenne et appliqué à la période qui précède les « temps modernes ». De cette façon, ils utilisent pour l'histoire du Japon une conception de l'évolution historique tirée de celle de l'Occident : ce qui signifie que, implicitement, ils prennent le développement de l'Occident comme la norme selon laquelle le Japon doit être mesuré. On en arrive ainsi à vanter le Japon qui en serait arrivé, de ses propres forces, au seuil de la modernité. Le Japon aurait donc l'insigne honneur de s'être approché de cet Occident moderne qui apparaît ainsi comme le summum de l'évolution.

Encore une fois, il n'est pas question ici de nier l'évolution historique du Japon avant 1853. Les chapitres 2, 3, 4 et 5 contiennent assez de données pour mesurer l'ampleur des changements dans l'administration, dans l'économie, dans l'agriculture, dans l'idéologie et dans les mentalités durant la période Edo. Mais, ceci dit, nous ne pouvons ignorer certaines caractéristiques cruciales du Japon du XIX^e siècle : la division du pays en domaines, sous le contrôle de seigneurs d'origine guerrière, l'hégémonie des TOKUGAWA, le maintien des hiérarchies militaires, les restrictions sur le commerce et sur les finances. Reconnaître ces points ne signifie aucunement que l'on calomnie le Japon. Le fait que le Japon, confronté à la menace occidentale après 1853, réussisse à se transformer en société capitaliste ne doit être pris ni comme une preuve de la supériorité morale du capitalisme, ni comme un signe du caractère attardé des pays qui n'y ont pas encore accédé. Enfin, reconnaître les obstacles à l'apparition endogène d'une telle économie ne veut pas dire que l'on considère le Japon comme moralement inférieur.

Ce qui fait problème dans le rejet du terme féodalisme par ces historiens américains, c'est le point de vue implicite qui est adopté, qui est celui de la théorie de la modernisation. Dans le cas du Japon, cette théorie part du point de vue suivant : si l'on découvre dans le Japon d'Edo des éléments partiels semblables à ceux qui ont marqué le développement de l'Occident, cela doit signifier que le Japon était sur le point d'accéder au capitalisme par ses propres forces, sans le stimulus de la menace occidentale¹. Autrement dit, la théorie de la modernisation suppose une direction unique et prédéterminée du développement, donnée par le modèle occidental. En fait, rien ne nous permet de dire ce qui se serait passé sans l'arrivée des Occidentaux. Mais on peut souligner qu'en 1853 le régime politique japonais et la relation entre seigneurs et paysans étaient encore fondés sur les conceptions confucianistes et sur

1. C'est en gros la position adoptée par Braudel (1979, III), qui s'appuie à ce sujet sur les conclusions de Jacobs (1958).

les modes de relations institutionnalisés au début de la période Edo. C'est sur cette base que l'appellation féodale apparaît comme appropriée.

QUELLE EST LA NATURE DE LA « CRISE » DU XIX^e SIÈCLE ?

Bourdieu donne de la crise une définition très utile pour notre propos.

Intersection de plusieurs séries en partie indépendantes d'événements survenus dans plusieurs champs habités par des nécessités spécifiques, une crise (...) introduit une rupture visible par rapport à ce qui l'a précédée, bien qu'on ne puisse la comprendre qu'en la situant dans la série des événements antécédents.

(Bourdieu, 1984, p. 210-211)

Dans cette conception de la crise, plusieurs éléments sont à noter. Premièrement, la crise, comme moment crucial dans l'évolution d'un champ social ou d'une société, est le résultat de développements antérieurs, notamment de tensions et de contradictions qui se sont amplifiées. Deuxièmement, ces tensions ou contradictions sont en partie indépendantes les unes des autres, survenant dans des secteurs précis et institutionnalisés de l'organisation sociale : organes de pouvoir, administration, marché, agriculture, société rurale, etc. Chacun de ces secteurs ou sous-secteurs, tout en étant relié aux autres dans le champ social total, possède sa logique propre, ses déterminants particuliers, ses « nécessités spécifiques ». Chaque secteur comporte ainsi ses tensions particulières, ses problèmes propres, qui obéissent à une logique partiellement autonome. Chaque secteur a sa propre temporalité. Troisièmement, la crise de la société dans son ensemble survient lorsque coïncident dans le temps les crises particulières à plusieurs secteurs, c'est-à-dire lorsque coïncide le moment critique dans le développement des tensions ou contradictions de deux, trois ou plusieurs secteurs. Alors, les crises sectorielles s'amplifient les unes les autres et donnent naissance à une crise sociale généralisée.

Quatrièmement, la crise marque une rupture (jamais totale) dans le développement d'une société ou d'un champ social en ce que les caractéristiques du moment de la crise diffèrent de celles de l'époque qui l'a précédée et de celle qui va suivre. Par ailleurs, la crise, par sa résolution, entraîne des modifications importantes et permanentes dans le champ social. Cependant, la crise ne signifie pas automatiquement la « fin d'une époque ». Elle peut simplement se limiter à un réaménagement plus ou moins efficace de la structure antérieure qui, lui-même, peut entraîner la stagnation. Cinquièmement, la crise est accompagnée d'une conscience des problèmes, d'une « mentalité de crise ». Mais cette mentalité de crise peut apparaître non seulement à la jonction de deux

périodes historiques très distinctes (par exemple lors de la Révolution française), mais aussi à des moments de grippage temporaire des mécanismes sociopolitiques ou économiques ou dans des moments d'invasion qui ne transforment pas le système sociopolitique (par exemple, dans le cas de la « crise de l'an mil » en Europe). Il faut donc, lorsqu'il y a mentalité de crise, analyser la situation de son apparition et de sa résolution pour juger de son importance dans l'évolution des sociétés.

Appliquons ces principes à l'analyse des difficultés survenues dans la période Edo et dans les 15 années qui suivent l'arrivée de Perry. Pour ce faire, les secteurs choisis sont les suivants : l'administration shogounale, l'administration domaniale, la hiérarchie sociale, l'agriculture et la société rurale, l'idéologie et la culture. Pour chacun de ces secteurs, l'objet est de déterminer les tensions particulières et le rythme de leur développement. Comme chacun de ces secteurs a été traité dans les chapitres précédents, je ne ferai que rappeler synthétiquement les points saillants.

L'ADMINISTRATION SHOGOUNALE

Le problème majeur de l'administration shogounale, qui se fait sentir dès le milieu du xvii^e siècle, est le déficit des finances publiques, dont la cause première est le décalage entre des revenus relativement fixes, provenant de l'impôt agricole, et des dépenses en augmentation pour le logement, les objets de luxe, la réparation des édifices, etc. Ce décalage s'accroît constamment en raison de l'évolution des prix, déterminée par les mécanismes de l'économie de marché en développement. En effet, pour acheter les biens de consommation et les matériaux de construction, le *bakufu* et les domaines ont besoin d'argent et ils ne peuvent l'obtenir qu'en vendant les produits de l'impôt sur un marché dont le contrôle leur échappe et dont les tendances leur sont défavorables ou bien en faisant appel au crédit des marchands.

Le développement de l'économie est provoqué dans un premier temps par l'effort de reconstruction qui suit la prise du pouvoir par les TOKUGAWA. Il est ensuite renforcé par les dépenses qu'occasionne le système de résidence alternée. Les mesures prises par le *bakufu* renforcent l'économie de marché, cause première des problèmes des finances publiques.

Le déficit du *bakufu* atteint des dimensions importantes au début du xviii^e siècle : par exemple, en 1708, les dépenses de l'administration shogounale sont le double des revenus. Ces problèmes forcent le huitième *shôgun* à imposer des réformes : ce sont les réformes dites de « Kyôhô », qui ont lieu de 1720 à 1735. Mais elles ne fournissent qu'un palliatif temporaire : elles ne touchent pas directement au problème de

l'écart entre revenus et dépenses ni à ceux posés par le développement de l'économie de marché. Imbus de la doctrine confucianiste, les administrateurs se bornent à promouvoir la frugalité pour tous. Cependant, ces mesures permettent, pendant quelques décennies, d'assurer la bonne marche de l'administration.

Les difficultés financières, doublées de malversations et d'exactions de la part d'administrateurs shogounaux, reviennent en force après 1770. Mais le *bakufu* ne réagit qu'après qu'une importante famine, accompagnée de soulèvements paysans, eut frappé le pays. Les « réformes de Kansei », imposées en 1787, n'ont pas plus de succès à long terme que les précédentes, mais elles contribuent quand même à masquer temporairement les problèmes.

Dès 1820, les difficultés resurgissent, plus graves encore, causées par les dépenses somptuaires du *shôgun* et de ses conseillers. Encore une fois, la famine et des révoltes paysannes, les plus graves que le pays ait connues jusque-là, forcent le gouvernement à agir : il adopte les réformes dites de « Tempô », qui commencent en 1841. On a vu au chapitre 2 l'inefficacité des mesures prises à cette occasion. Malgré tout, les problèmes immédiats, notamment les soulèvements paysans, connaissent un répit de 1842 à 1853. En 1853, l'arrivée de Perry force le gouvernement à faire face au danger extérieur. À ce moment, à la hausse des dépenses causée par la nécessité de moderniser le dispositif de défense s'ajoute la contestation plus ou moins ouverte du pouvoir shogounal. Dès 1858, l'opposition politique au *bakufu*, groupée autour de l'empereur, commence à réclamer la diminution du pouvoir shogounal. Cependant, le *bakufu* demeure l'organe central du pouvoir et de l'administration jusqu'en 1862 (Totman, 1980, p. XXII). Après cette date, le *shôgun* contrôle une administration que l'on peut qualifier de régionale, les grands domaines se soustrayant efficacement à son autorité.

L'année 1862 marque le commencement de la fin pour le *bakufu*, mais il faut reconnaître que la « crise » de l'administration shogounale remonte à beaucoup plus loin. Du point de vue des finances publiques, les difficultés commencent dès le xvii^e siècle et atteignent des proportions alarmantes au début du xviii^e siècle. Mais la crise elle-même ne date, dans ce domaine, que de la fin du xviii^e siècle. À cette époque, la crise financière se double d'une crise momentanée de l'administration (exactions, etc.). À partir de 1770, la crise financière s'installe donc, et elle subsiste, sous une forme ouverte ou larvée, jusqu'à ses dernières manifestations après l'arrivée des Occidentaux.

Si la crise financière du *bakufu* date des dernières décennies du xviii^e siècle, la crise politique commence vraiment en 1854, au moment de l'acceptation par le grand conseiller ABE Masahiro des ententes avec les puissances. Mais la véritable crise de légitimité, amorcée avec la

consultation des seigneurs en 1854, apparaît au moment de la signature du traité de commerce avec les États-Unis en 1858. Cette crise vient, tout d'abord, de la demande adressée à l'empereur par le *shōgun* afin qu'il autorise la signature du traité, ensuite de la signature du traité sans l'autorisation impériale. La crise du *bakufu* dans son ensemble suit donc l'arrivée des Occidentaux même si la crise financière, élément important de la crise générale, date de beaucoup plus tôt.

L'ADMINISTRATION DOMANIALE

Les difficultés financières des domaines, variables de l'un à l'autre, commencent aussi à la fin du xvii^e siècle. Soumis à des dépenses importantes dans le cadre de la résidence alternée et du programme de dons forcés pour la restauration des édifices, les domaines sont très tôt confrontés au problème du déficit des finances publiques, problème qu'ils ne sauront résoudre. Les difficultés financières atteignent un niveau de crise au xviii^e siècle : à ce moment, l'endettement de certains domaines s'élève au double de leurs revenus annuels. La situation se détériore davantage au xix^e siècle. À Satsuma, par exemple, le déficit est égal au double du revenu des impôts en 1807 et à huit fois ce revenu en 1830. Comme on peut le voir, les dettes atteignent des proportions impressionnantes au début du xix^e siècle et elles continuent d'augmenter dans les décennies qui suivent.

Face à ces difficultés, les solutions ne sont que partielles : hausses des impôts, baisse des honoraires des guerriers, monopoles de domaines, réformes des finances, etc. Grâce à ces mesures, quelques domaines empêchent le déficit d'augmenter. D'autres n'arrivent qu'à diminuer le taux d'augmentation. Dans le cas des domaines comme dans celui du *bakufu*, l'inefficacité des mesures économiques tient à l'ignorance des mécanismes du marché par les administrateurs et à leur manque d'intérêt, voire leur mépris, pour le commerce et les finances. De façon surprenante, ni l'autorité des seigneurs en tant que classe ni celle de la plupart d'entre eux individuellement ne sont remises en question, et ce malgré un déficit en augmentation. S'il y a crise financière à partir du xviii^e siècle, elle ne se traduit pas par une crise politique, même après 1853.

LA HIÉRARCHIE SOCIALE

Les TOKUGAWA, dès leur prise du pouvoir, définissent idéologiquement une hiérarchie sociale rigide justifiée par le confucianisme : c'est la théorie des quatre classes (voir chap. 2 et 5). Strictement définie en théorie, la hiérarchie, au moment même de sa mise en place, s'avère

inadéquate par rapport aux relations sociales réelles et cela ira en s'amplifiant à mesure que l'économie de marché et la bureaucratisation se développeront. On peut résumer les modifications qui surviennent dans les relations sociales réelles dans la période Edo de la façon suivante.

Premièrement, les nouvelles nécessités de l'administration entraînent des modifications dans la hiérarchie militaire en favorisant la promotion des personnes compétentes. Deuxièmement, l'enrichissement permet la promotion réelle des commerçants et des financiers, mesurée désormais par la richesse. Troisièmement, l'appauvrissement de plusieurs *samourai* les plonge dans la misère, les forçant souvent à s'endetter auprès des marchands ou bien à vendre leur titre. Bien que théoriquement supérieurs aux marchands (en essence et en nature), les guerriers se retrouvent pratiquement relégués à une position de dépendance. Quatrièmement, l'économie de marché entraîne la polarisation de la paysannerie : d'un côté, perte de la terre, appauvrissement et métayage, de l'autre, promotion socio-économique d'une minorité qui veut joindre les rangs des guerriers.

Ces tendances évoluent de façons diverses à mesure que l'on avance dans la période Edo. L'appauvrissement des *samourai*, par exemple, commence dès le xvii^e siècle, alors que la hausse du taux de métayage et la promotion des personnes compétentes s'amorcent au xviii^e siècle. Quant à la volonté de promotion des paysans riches, elle commence au xviii^e siècle aussi, mais elle connaît une augmentation sensible au xix^e siècle. Toutes ces tendances s'amplifient après 1830. L'arrivée des Occidentaux va permettre de les pousser plus loin : on l'a vu dans le cas de la participation des paysans riches au mouvement politique anti-*bakufu*, dans l'accession au pouvoir des guerriers d'échelons moyens ou inférieurs dans quelques domaines, dans la hausse du pourcentage des terres en métayage et dans l'enrichissement de quelques groupes de marchands liés au commerce international. Ces tendances atteignent un niveau critique à partir de 1830 et un niveau de crise après 1853.

L'AGRICULTURE ET LA SOCIÉTÉ RURALE

La polarisation de la paysannerie ayant été traitée dans la section précédente, on se limitera ici aux révoltes paysannes. Quel que soit le nombre de soulèvements reconnus par les auteurs qui ont traité de cette question, tous s'entendent pour souligner la hausse du nombre d'incidents et celle du nombre des participants à partir de 1770, et en particulier dans les périodes allant de 1782 à 1792, de 1805 à 1842, et après 1853. La tendance à la hausse continue dans la période Meiji. On peut donc dire que le mécontentement paysan, atteignant son paroxysme dans les périodes de disette ou de famine, s'amplifie à partir du milieu du xviii^e

siècle. Cette tendance peut être considérée comme un indice de la baisse de l'autorité seigneuriale et shogounale dans les campagnes, mais il faut souligner que l'agitation paysanne n'engendre pas de contestation idéologique et politique directe du *bakufu* et des administrations seigneuriales, sauf dans les mouvements de « rectification du monde » après 1853. Dans les villes, les soulèvements commencent au début du XVIII^e siècle et s'amplifient par la suite, pour atteindre un premier sommet en 1837 à l'occasion de la révolte d'Ôsaka, sous la conduite de ÔSHIO Chûsai, un intellectuel de la tendance Wang Yang-Ming qui est aussi un officiel du *bakufu* et qui conteste ouvertement le pouvoir shogounal. Mais dans les villes aussi, l'année 1853 marque une hausse du nombre de soulèvements et de participants. Dans les 15 dernières années du *bakufu*, les mouvements millénaristes de type *yonaoshi*, dont le plus important est le mouvement *ee ja nai ka* en 1867, se développent à la ville comme à la campagne. Le mouvement de 1867, réprimé durement par le nouveau gouvernement en 1868, veut le retour de l'autorité impériale directe en tant que moyen d'assurer le bonheur de tous.

La situation dans les campagnes et dans les villes devient donc critique à partir de la fin du XVIII^e siècle. Mais la crise comme telle n'apparaît que dans les années 1830 et elle s'amplifie après 1853.

IDÉOLOGIE ET CULTURE

On a vu au chapitre 5 comment diverses théories, plus ou moins en désaccord avec le néo-confucianisme que la famille HAYASHI tente d'imposer comme doctrine officielle, apparaissent ou se développent à partir du XVIII^e siècle : la tendance Wang Yang-Ming, le rationalisme de OGYÛ Sorai, les « études hollandaises », le nationalisme de l'école de Mito et du *kokugaku*, pour ne nommer que les plus importantes. On a noté aussi qu'aucune de ces tendances ne conteste directement l'autorité du *bakufu*, du moins avant 1853, si l'on excepte les cas isolés de ÔSHIO et de ANDÔ Shôeki. La plupart des penseurs appuient le pouvoir shogounal même lorsqu'ils insistent sur la place prépondérante de l'empereur.

Si l'on prend comme exemple la façon de concevoir la présence occidentale qui devient plus pressante à partir de la fin du XVIII^e siècle, on peut voir que l'interprétation du danger que cette présence entraîne et les moyens proposés pour y faire face reposent sur des schèmes de pensée issus de la tradition. Dans l'école de Mito, la menace occidentale est interprétée en fonction de l'explication confucianiste traditionnelle de la menace barbare en Chine, c'est-à-dire comme un danger qui n'existe que parce que l'éthique de la nation s'est détériorée et qui peut être écarté par un renouvellement spirituel et moral. Les tenants de cette

école reconnaissent la responsabilité première du *bakufu* dans le relâchement de la fibre morale de la nation, mais ils suggèrent comme remède non pas le renversement du gouvernement central mais plutôt des réformes administratives.

Après 1853, la théorie de la « pratique » associée au Wang Yang-Ming, le nationalisme et le *bushidô* convergent dans l'action des loyalistes radicaux. Sur ce point, YOSHIDA Shôin est l'auteur d'une première synthèse, plutôt négative, dès 1854. Par la suite, une seconde synthèse, associant les mêmes tendances avec le rationalisme et l'intérêt pour la technique occidentale, apparaît dans l'action et la pensée de SAKAMOTO Ryôma, TAKASUGI Shinsaku, KIDO Kôin et ÔKUBO Toshimichi, tous des leaders importants dans la chute du *bakufu* ou dans l'établissement du nouveau gouvernement de Meiji. On peut voir une version préliminaire de cette seconde synthèse dans l'œuvre de SAKUMA Shôzan (1811-1864).

Du côté culturel, l'apparition de la culture urbaine au XVIII^e siècle et la mentalité commerciale affaiblissent l'idéologie hiérarchique officielle, mais sans jamais la remettre directement en question. En fait, de ce côté, on peut dire qu'il n'y a pas vraiment de crise, même après 1853.

Dans le domaine de l'idéologie, donc, les transformations, liées aux modifications de la réalité sociale, apparaissent très tôt au XVIII^e siècle et ne cessent de se développer par la suite. Ces transformations affaiblissent l'unité idéologique que les TOKUGAWA ont voulu instaurer. Mais ce n'est qu'après 1854 que les différentes tendances idéologiques convergeront vers une pensée contestataire cohérente, et qu'après 1857 que des mouvements politiques d'opposition, s'appuyant sur cette pensée, verront le jour. Quant au mouvement pour la restauration et pour la création d'un gouvernement national et impérial, il ne date que de 1865.

SYNTHÈSE SUR LA CRISE

Si l'on examine synthétiquement le développement des tensions dans tous ces secteurs, on peut tirer les conclusions suivantes. Premièrement, les problèmes financiers et administratifs du *bakufu* et des domaines débutent au XVII^e siècle, s'amplifient au XVIII^e siècle et atteignent un état de crise après 1830. Deuxièmement, c'est aussi à partir de cette date que les problèmes des guerriers et les tensions au sein des classes populaires rurales et urbaines atteignent leur point critique. Troisièmement, il faut attendre la venue des Occidentaux pour que la critique idéologique débouche sur une contestation du *bakufu*. On peut donc dire que, dès 1830, il y a crise dans l'administration et dans la définition de la hiérarchie sociale. Mais ce n'est qu'après l'arrivée des Occidentaux

que ces crises sectorielles se transforment en véritable crise politique. Si donc la crise de la société et des finances publiques date de 1830, la crise du *bakufu* et de l'ensemble du système socio-politique commence en 1854, au moment de l'acceptation par ABE Masahiro de l'entente avec les États-Unis.

LE JAPON DES TOKUGAWA ÉTAIT-IL PRÊT À LA TRANSITION AU CAPITALISME ?

On vient de voir que, en 1853, il n'y a pas encore de contestation directe du pouvoir du *bakufu* ni de celui des seigneurs, à l'exception de la révolte d'Ôsaka en 1837. L'idéologie d'acceptation de la hiérarchie, bien qu'affaiblie par les modifications pratiques issues du développement de l'économie de marché, est encore solide. Le confucianisme sert toujours de cadre général à la pensée morale. Il faut noter cependant que, si le cadre politique et idéologique est toujours solide, les activités, les façons de faire et de penser et la culture ont déjà subi des transformations importantes, causées surtout par l'expansion de l'économie de marché.

Peut-on dire, sur la base de ces transformations, que le capitalisme aurait pu se constituer de façon endogène au Japon si les Occidentaux n'étaient pas arrivés ? C'est là en gros la position de Reischauer (1973, p. 131) et de Jacobs (1958), adoptée aussi par Braudel (1979, II, p.522-529). Il ne peut évidemment pas y avoir de réponse définitive à cette question. On ne peut présumer de ce qui se serait passé sans l'intervention occidentale. Peut-être la solution de la crise qui apparaît en 1830 aurait-elle mené à la transformation du pays, selon un modèle endogène et original, vers le capitalisme. Mais ce n'est là que conjecture. La crise aurait pu tout aussi bien aboutir à la réorganisation du féodalisme japonais et à la stagnation.

Ce que l'on sait, c'est que le pouvoir des TOKUGAWA n'est pas véritablement contesté avant 1853. Les éléments qui mènent à la contestation après 1854 ont une coloration « traditionnelle » : vénération de l'empereur, régénérescence morale, exaltation du *bushidô*, etc. Il n'est pas question de minimiser les multiples problèmes posés par l'expansion de l'économie de marché : le Japon du XIX^e siècle est devenu un marché national et cela ne peut que causer des tensions et des contradictions dans un système agraire morcelé en domaines. Mais ces tensions n'entraînent pas de contestations directes de l'ordre social existant au nom d'intérêts économiques liés au marché.

La première partie de la réponse à la question posée ici ne peut être que la suivante : rien n'indique que le Japon, en 1850, était sur le

point de se transformer rapidement, selon ses propres forces, en pays capitaliste. Autrement dit, rien ne nous permet d'affirmer avec certitude que la crise du féodalisme des TOKUGAWA aurait abouti à une transformation radicale de la société, de l'économie et du régime politique. Ce n'est en fait qu'après l'arrivée des Occidentaux que la crise s'est accentuée et que de nouveaux éléments, inspirés de l'Occident, ont permis la transformation politique et économique (sinon sociale) radicale que constitue la restauration de Meiji.

La seconde partie de la réponse, c'est qu'il n'en reste pas moins que plusieurs tendances de la période Edo joueront favorablement sur le développement économique ultérieur. On les a assez analysées dans les chapitres de la première partie pour ne faire que les mentionner ici: le développement d'une économie de marché englobant tout le pays; l'apparition de l'agriculture de marché et la transformation des grandes familles rurales en propriétaires terriens; la hausse du rendement et de la productivité dans l'agriculture; la prolifération des manufactures; l'expansion du travail salarié; la diffusion d'une « mentalité » et d'un savoir-faire commercial; le développement des moyens financiers; la continuité des familles bourgeoises; la conception unitaire de la nation, liée partiellement à l'unité idéologique et à l'unité des pratiques administratives et juridiques; la bureaucratisation de l'administration; la montée d'un nationalisme autour de l'empereur. Paradoxalement, certains éléments plus « traditionnels » ont aussi joué un rôle favorable au développement du capitalisme après 1868²: le maintien du confucianisme; le contrôle politique sur la population; la division du pays en domaines avec la possibilité pour chacun de réagir de façon partiellement autonome à la menace occidentale. C'est beaucoup, mais c'est trop peu pour entraîner le passage automatique au capitalisme avant l'arrivée des Occidentaux.

Parmi les éléments qui favorisent la transition au capitalisme au Japon, il y a certaines particularités de l'insertion du Japon dans la situation internationale au XIX^e siècle. Tout d'abord, le Japon est dirigé

2. Il s'agit d'un paradoxe, car, comme on l'a vu, le confucianisme, théorie féodale, sert de moyen de faire accepter des transformations qui entraînent des difficultés énormes pour plusieurs mais qui sont nécessaires au développement industriel. Le paradoxe réside ici dans l'utilisation de la tradition à des fins de développement économique. À mon avis, il ne s'agit là que d'un paradoxe apparent: c'est l'expérience de l'Occident, avec l'élimination des théories d'ancien régime, qui nous laisse croire, à tort, que la « tradition » constitue toujours un obstacle au développement. En fait, pour bien poser la question de la place de l'idéologie dans le développement du capitalisme, il est nécessaire de ne pas s'en tenir seulement à l'exemple de l'Occident. Au Japon, le maintien de certains aspects de l'idéologie féodale, modifiée pour s'adapter aux nouvelles circonstances, constitue un facteur favorable au développement.

par une classe guerrière active, divisée selon les domaines, mais homogène culturellement, prête à faire face aux dangers extérieurs. Certains de la supériorité morale de leur pays, conscients du danger, prêts à se battre, la plupart des guerriers sont déterminés à empêcher la conquête du pays par les étrangers.

Ensuite, les dirigeants du Japon et bon nombre de guerriers, dès la fin du XVIII^e siècle, ont accès à des renseignements qui leur donnent une idée de la menace occidentale avant qu'elle ne frappe directement le Japon. Cette connaissance des dangers de la présence occidentale confère aux dirigeants japonais un énorme avantage face à leurs homologues chinois ou indiens qui doivent subir l'agression occidentale sans préparation psychologique ou militaire. La conscience du danger ne donne pas lieu à une politique cohérente, mais, au moins, les Japonais savent qu'ils auront à faire face à une véritable menace à leur souveraineté, ce que les dirigeants chinois ou indiens ne perçoivent que trop tard.

De plus, au moment où les Occidentaux ouvrent le Japon au commerce international, plusieurs conflits les gardent hors du Japon. Les dirigeants japonais jouissent donc d'un certain répit dans la transformation des structures internes. Il s'agit là d'une différence importante si l'on compare la situation du Japon avec celle de la Chine, de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est. En outre, le Japon suscite moins la convoitise des Occidentaux que la Chine ou l'Inde, ce qui explique en partie la sévérité moindre des représailles occidentales contre le Japon en 1863 et 1864.

Enfin, les dirigeants japonais sont les héritiers d'une longue tradition d'emprunt à l'étranger. Depuis la préhistoire jusqu'au XVII^e siècle, par vagues successives, les Japonais ont importé de l'extérieur de nombreux éléments culturels et techniques et ce fait est reconnu à l'intérieur de la classe dirigeante du pays. Cet état d'esprit diffère grandement de celui des dirigeants chinois qui, malgré l'importation de certains éléments de leur culture nationale, considèrent cette culture comme originale, comme supérieure à toute autre, comme la seule valable et comme le critère de la civilisation. Ce n'est pas qu'au Japon on considère l'étranger avec bienveillance ou que l'on nie la supériorité culturelle du pays. On l'a vu, les guerriers considèrent le Japon comme supérieur à tout autre pays. Mais on reconnaît aussi les emprunts faits à la Chine (et à l'Occident, dans le cas des armes à feu et des études hollandaises) et, généralement, on admet la validité de l'emprunt culturel et technique.

Pour résumer : rien ne nous permet de dire que le Japon serait devenu une puissance industrielle selon ses propres tendances sans l'intervention occidentale. Mais lorsque la pression de l'Occident se fait sentir, dans un contexte international particulier, les dirigeants japonais, voulant éviter la colonisation, utilisent le nationalisme, les structures

politiques et les éléments d'économie de marché pour opérer une transformation majeure de la société, de l'État et de l'économie.

QUELLE EST LA NATURE DU SYSTÈME POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE MEIJI ?

L'objectif principal des créateurs de l'État de Meiji en 1868 est d'assurer l'indépendance du pays face aux puissances occidentales. À cette fin, il leur faut, d'une part, instaurer un État centralisé appuyé sur une armée solide et, d'autre part, amorcer le développement industriel. Pour atteindre ces objectifs, les oligarques de Meiji, s'appuyant sur leur expérience et sur les structures antérieures, créent un système autoritaire. En effet, pressés d'échapper au danger colonial et en butte aux révoltes internes, les dirigeants de 1868 ont recours à l'empereur comme source de légitimité d'un régime qui ne souffre aucune contestation, même mineure.

Nécessaire à la protection de la souveraineté nationale, essentiel à la défense, le développement industriel devient une priorité. Le nouvel État affirme sa confiance dans l'entreprise privée, mais, dans une première étape, il n'en procède pas moins lui-même à la mise sur pied des infrastructures nécessaires à l'industrie et à la création d'usines dans plusieurs secteurs industriels. Il développe l'industrie d'armement, mais il investit aussi dans des usines modèles. Dans une seconde étape, pour des raisons d'équilibre budgétaire, l'État vend à bas prix la majorité de ces usines au capital privé. Ce transfert des capacités industrielles de l'État à l'entreprise privée se fait de telle sorte qu'il assure une très forte concentration du capital dans les secteurs modernes de la production.

La vente d'entreprises au secteur privé ne signifie pas le retrait total de l'État de l'économie. Au contraire, l'État continue d'intervenir pour corriger ce que les dirigeants considèrent comme les imperfections du système de marché. Les oligarques collaborent de très près avec les hommes d'affaires dont ils facilitent les opérations, prodiguant conseils et subventions. La collaboration entre État et entreprises permet l'apparition au Japon d'une nouvelle classe dirigeante, ou plutôt d'une coalition de classes qui, bien que divisée fonctionnellement, peut s'entendre, du moins à certaines périodes (dont l'ensemble de la période Meiji), sur les objectifs de base.

La collaboration étroite entre les milieux d'affaires et les dirigeants politiques, cimentée par le développement de l'idéologie de revalorisation de l'activité économique, s'appuie sur une série de mesures visant à empêcher la montée des revendications et organisations ouvrières. On l'a vu, les conditions de travail en milieu industriel sont atroces : salaires faibles, détention, châtiments corporels, travail forcé, insalubrité des

lieux de travail et de résidence. Ce que l'État et les entreprises recherchent, c'est le maintien des coûts de production à un niveau très bas afin d'assurer le développement industriel. Pour cela, on utilise la répression policière, le paternalisme dans l'entreprise et la diffusion générale de la morale confucianiste qui insiste sur l'harmonie des relations sociales et sur la hiérarchie ; tout ceci accompagné de la doctrine de la spécificité culturelle et de la supériorité morale du Japon provenant de sa constitution politique parfaite fondée sur le *kokutai*. Au sujet de l'idéologie du *kokutai* et de son utilisation, il faut mentionner que ceux qui la diffusent ne le font pas consciemment pour cacher leurs intérêts, même s'ils y réussissent, mais bien parce qu'ils y croient. Cela n'enlève évidemment rien à la gravité des conséquences de son utilisation pour les groupes dominés ni aux avantages qu'elle accorde aux groupes dominants.

Malgré l'idéologie et la répression, les ouvriers et les métayers s'organisent, protestent et remettent partiellement en question l'idéologie de l'harmonie. Mais la sévérité des mesures répressives ainsi que l'inculcation idéologique plus systématique, autant à l'école, après les réformes des années 1880, que dans les forces armées où l'on enseigne les valeurs confucianistes et le *kokutai* aux conscrits, favorisent l'acceptation (passive ou active) du système politique hiérarchique et autoritaire et le maintien des contestations dans des limites restreintes. L'effort de répression et d'endoctrinement entraîne le renforcement de l'avantage des classes dirigeantes par rapport aux classes populaires.

Le développement industriel a pour préalable l'élimination du cadre politique et juridique féodal hérité des TOKUGAWA. On l'a vu, de 1868 à 1876, le nouveau gouvernement procède au démantèlement des domaines et des privilèges des seigneurs et des guerriers. De ce point de vue, la restauration de 1868, malgré son appel au passé, est une révolution politique. Mais c'est une révolution paradoxale, car ce sont d'anciens membres de la classe des guerriers qui, en tant que dirigeants du nouvel État, procèdent à des mesures qui entraînent le déclassement de cette classe. Rapidement, se réclamant de la légitimité impériale et faisant valoir l'urgence des tâches nécessaires à la protection du pays, les dirigeants créent un nouvel ordre social et politique, avec une nouvelle configuration de classes. Ce qui est remarquable, c'est que ce bouleversement politico-social et économique se fait sans massacres et en s'appuyant sur l'idéologie ancienne.

La nouvelle coalition dirigeante qui émerge comprend plusieurs classes, fractions ou couches, formée qu'elle est de groupes aux origines et aux fonctions diverses. Dans ce qui suit, « coalition au pouvoir » ou « coalition dominante » se rapporte à un ensemble de classes qui profitent du nouvel ordre sociopolitique et économique instauré par la res-

tauration de Meiji. La « classe dominante » dans cette coalition, c'est l'oligarchie qui exerce le pouvoir d'État : il s'agit donc des dirigeants politiques qui définissent les objectifs que l'ensemble de la coalition au pouvoir doit accepter et qui sont imposés sans discussion aux classes dominées. Du point de vue de leurs origines dans la société féodale, les classes ou couches de la nouvelle coalition dominante viennent des milieux suivants : la cour impériale, les guerriers (dont une minorité seulement accède aux postes dirigeants dans les nouvelles structures politiques, économiques et administratives), les milieux commerciaux et financiers urbains, les manufacturiers ruraux, les propriétaires terriens et les chefs de village. Du point de vue de leurs fonctions dans la nouvelle structure de classes, la coalition au pouvoir comprend les classes, couches ou fractions suivantes : les dirigeants de l'État, regroupés autour de l'empereur et dont la majorité vient des familles de *samourai*, les hauts fonctionnaires, la noblesse de cour et les pairs, les officiers de l'armée et de la marine, les industriels et les propriétaires terriens.

On doit souligner l'importance primordiale de l'État et de son personnel dans la coalition au pouvoir. La légitimité de l'État est fondée idéologiquement sur la lignée impériale d'origine divine. Les dirigeants politiques, c'est-à-dire les ministres et les hauts fonctionnaires, sont présentés comme les serviteurs de l'empereur. En réalité, la force de l'État repose également sur l'appareil répressif (armée et police) et sur le système d'éducation qui inculque au peuple la loyauté envers l'empereur, le respect des supérieurs et l'obéissance. Économiquement, les revenus de l'État proviennent surtout de l'impôt foncier, d'où la nécessité de trouver des alliés à la campagne pour y assurer la tranquillité.

Le personnel de l'État veille à protéger la souveraineté du pays, à maintenir l'ordre interne et à assurer l'industrialisation. La première de ces tâches est la plus importante et les deux autres doivent lui être subordonnées. Mais les dirigeants savent bien que l'industrie est essentielle à l'armée, qui est l'instrument primordial de protection de la souveraineté, ce qui explique qu'ils aident et encouragent les industriels du secteur privé. Tous les dirigeants et officiels du gouvernement ne sont cependant pas d'accord avec la politique de collaboration étroite avec les milieux d'affaires, mais on peut quand même dire que la politique de l'État, en tant qu'appareil complexe, est d'aider le secteur privé.

Dans l'appareil d'État, la bureaucratie occupe une place cruciale. En effet, c'est elle qui applique les politiques décidées par les dirigeants représentant l'empereur. En tant que telle, donc en tant que « servante » de l'empereur, la bureaucratie jouit d'un prestige considérable et elle se constitue rapidement en une véritable caste. La plupart des fonctionnaires sont d'origine guerrière et ont fréquenté les mêmes écoles ou universités. Ils se sentent supérieurs aux industriels et ils méprisent les

politiciens des partis politiques. C'est pourquoi ils approuvent sans réserve les mesures visant à assurer leur indépendance à l'égard des partis politiques. Le prestige et l'indépendance de la bureaucratie japonaise s'apparente à ceux dont jouissent les fonctionnaires allemands à la même époque.

Les forces armées constituent l'aile militaire de l'appareil d'État, mais elles possèdent une base de pouvoir particulière découlant du droit qu'ont les chefs d'état-major d'obtenir une audience auprès de l'empereur, chef suprême des armées, sans passer par le cabinet. Encore une fois, on peut faire un parallèle entre la situation japonaise et celle qui prévaut en Allemagne impériale, surtout en Prusse, où les forces armées jouissent d'un prestige et de pouvoirs spéciaux. Au Japon, la situation particulière des forces armées provient du lien privilégié à l'empereur, lui-même justifié par la continuité idéologique entre les anciens *samourai* et les officiers de la nouvelle armée, donc par le *bushidô*, et par le rôle de l'armée comme moyen de protéger le pays et d'établir son prestige international. De plus, dans un pays où les dirigeants rejettent la démocratie, les forces armées représentent la forme la plus pure de structure autoritaire et totalitaire et peuvent ainsi servir de modèle pour l'ensemble de la société. Les militaires peuvent présenter l'armée comme le lieu de manifestation de toutes les qualités que l'on dit spécifiques au Japon : la loyauté envers l'empereur et envers ses représentants, l'obéissance, le patriotisme. Ils peuvent donc exalter idéologiquement la nature et la position des forces armées, et les dirigeants politiques, eux-mêmes pénétrés des vertus militaires, souvent membres de l'état-major, ne peuvent qu'acquiescer.

Subordonnés pendant longtemps aux dirigeants politiques, de plus en plus en butte aux attaques des ultra-nationalistes après 1920, les industriels profitent des largesses de l'État. Jusqu'en 1945, malgré leur importance et malgré leur place de plus en plus grande et autonome dans le paysage socio-économique et politique du pays, les industriels sont forcés d'accepter un statut subordonné dans la coalition au pouvoir. Cette situation est particulièrement claire au début de la période Meiji, quand l'État contribue presque seul aux investissements industriels. Après une période faste entre la guerre sino-japonaise et la « démocratie de Taishô », période pendant laquelle les consortiums s'enrichissent beaucoup et participent à l'exercice du pouvoir, à la fois à travers leurs relations personnelles avec les ministres et grâce au financement des partis³, les consortiums verront leur influence diminuer au moment où

3. Cette période faste culmine avec l'accession de HARA au poste de Premier ministre de 1918 à 1921 et de KATÔ de 1924 à 1926. Ces deux politiciens sont liés respectivement à Mitsui et à Mitsubishi.

celle des forces armées et des ultra-nationalistes (dans l'armée et dans les sociétés secrètes) augmentera après 1928. Malgré tout, les industriels des grandes entreprises continueront de profiter de l'effort d'armement et de l'impérialisme, même si les plus radicaux parmi les militaires voudront les écarter complètement des secteurs et des opérations militaires, en Mandchourie par exemple. Les militaires ne pourront se passer des consortiums qui contrôlent l'essentiel de l'industrie lourde qui produit l'armement.

Les officiers supérieurs sont en général plus favorables aux petites et moyennes entreprises. Mais les patrons de ces secteurs, dont les usines sont souvent liées par contrats de sous-traitance à des grandes entreprises, ne peuvent pour la plupart échapper à la domination des consortiums. Les patrons des PME continueront d'occuper une position subordonnée dans la structure des entreprises et dans la coalition au pouvoir.

Enfin, les propriétaires terriens, surtout les propriétaires dits « paternalistes », vivant près de leurs terres et de leurs métayers, forment le dernier élément, lui aussi subordonné, de la coalition au pouvoir. Les propriétaires contrôlent les associations agricoles et, par des campagnes idéologiques et à travers les partis politiques, s'efforcent de maintenir le système de métayage et de le renforcer. On a vu au chapitre 10 comment ils utilisent l'idéologie agrariste à ces fins. Les propriétaires terriens tiennent leur position dominante à la campagne du fait que les dirigeants de l'État ont besoin d'un appui local afin de maintenir l'ordre, d'assurer la collecte des impôts fonciers, source principale des revenus de l'État, et de fournir la nourriture pour le pays.

La nouvelle coalition des classes au pouvoir comprend un nombre restreint de personnes. Dans la période Edo, on estimait la population des *samurai* à environ deux millions. Une bonne majorité d'entre eux, ceux que l'on pourrait appeler les guerriers « de service », n'exerçaient aucun pouvoir réel, étant subordonnés à leur seigneur et à ses représentants. Mais même ces guerriers de bas échelon jouissaient d'un certain prestige et de privilèges particuliers. Sans faire vraiment partie de la classe dirigeante, ils profitaient de leur association avec le pouvoir. Si on compare cette situation à celle qui suit la restauration, on s'aperçoit que les cercles dirigeants se sont retrécis. En effet, lors de la promulgation de la Constitution en 1889, l'empereur donne le droit de vote à seulement 450 000 personnes. Donc, alors que le pourcentage de *samurai* dans la population totale de la période Edo était 5% à 7%, celui des électeurs n'atteint qu'un peu plus de 1% en 1889. Or, parmi ces électeurs, il y a plusieurs petits propriétaires terriens, quelques paysans indépendants, des petits commerçants et industriels, exclus eux aussi de l'exercice du pouvoir.

On peut donc dire sans crainte de se tromper que le régime de Meiji créé en 1868 et réorganisé en 1889 mène à une forte concentration du pouvoir et à une diminution des effectifs de la classe dirigeante. Cette concentration est due à la volonté des dirigeants de 1868 d'établir un État fortement centralisé afin de contrôler fermement le pays. L'oligarchie qui est ainsi créée est peu nombreuse, aussi bien dans les domaines politique et militaire qu'économique. Les dirigeants de 1868, en limitant les moyens de participation politique de la vaste majorité de la population, instaurent un régime autocratique où le pouvoir est fortement concentré et répressif. L'oligarchie, qui est l'échelon supérieur de la coalition au pouvoir, est néanmoins divisée et ces divisions marquent l'exercice du pouvoir dès les débuts de Meiji. Mais ce n'est qu'après 1900, au moment où les anciens se retirent de la politique active, que ces clivages s'accroissent : j'y reviendrai plus loin, en particulier sur les conséquences de ces clivages pour l'exercice du pouvoir dans les années 1920 et 1930.

La restauration de Meiji et les réformes qui suivent entraînent donc une modification radicale de la configuration des classes dominantes. Entre 1868 et 1876, l'ancienne classe féodale est éliminée et remplacée par une nouvelle coalition dont on a vu la composition. On crée un État centralisé à la place du système du *bakufu* et des domaines, et on procède à l'industrialisation du pays. L'industrialisation ne peut qu'accroître encore davantage les transformations de la structure de classes, autant du côté des dominants que des dominés. En effet, d'une part, la création d'industries entraîne l'apparition d'un groupe d'industriels et de financiers qui se joint à la coalition au pouvoir. Il s'agit là d'une modification radicale par rapport à la période Edo puisque, avant 1868, on l'a vu, l'activité économique était fortement dévalorisée et les commerçants et financiers exclus du pouvoir. D'autre part, l'industrialisation signifie l'élargissement sans précédent des rangs de la classe ouvrière, dont on a vu que les effectifs en 1868 sont nettement insuffisants pour remplir les emplois ouvriers que l'on veut créer.

La volonté des dirigeants de 1868 (issus des rangs des féodaux) d'industrialiser le pays entraîne le développement massif des deux classes majeures du capitalisme, soit les dirigeants d'entreprise et les ouvriers. Dès le moment où, en 1868, les dirigeants de Meiji se donnent pour tâche de faire concurrence aux Occidentaux et donc d'industrialiser le pays, ils mettent en marche une politique qui, si elle atteint son but, entraînera la création d'une société fondée sur la production industrielle, sur le travail salarié, sur l'accumulation du capital et sur le jeu du marché. On peut dire que la politique des dirigeants de Meiji vise à mettre en place une économie de type capitaliste, objectif atteint définitivement autour de 1918. À travers cette politique, un groupe restreint de féodaux réussit à éliminer les derniers vestiges du cadre juridique et politique

du féodalisme et oriente le Japon dans la voie du capitalisme. Ce n'est pas là le moindre paradoxe de Meiji.

Dans les cinq décennies qui vont de 1868 à la fin de la Première Guerre mondiale, le développement de l'économie japonaise, comme on l'a vu, comporte de nombreux parallèles avec celui des pays occidentaux durant la « révolution industrielle », notamment les conditions de travail très dures, l'absence de droits pour les travailleurs, le paternalisme des entreprises (dans la deuxième phase de l'industrialisation) et l'importance de l'industrie cotonnière. Les similitudes sont encore plus frappantes si on compare le Japon et l'Allemagne.

En Allemagne, l'industrialisation, bien qu'amorcée par le secteur privé, donne lieu comme au Japon à une forte collaboration entre l'État et les entreprises, surtout lorsqu'on compare ces deux pays aux autres pays occidentaux. Par ailleurs, dans les deux pays, la concentration industrielle, autour des secteurs de production nécessaires à l'armement, atteint un degré plus élevé et se fait plus rapidement que dans les pays concurrents.

Les deux pays se distinguent par la présence d'une coalition dominante plus concentrée et plus fortement influencée par l'esprit militaire. Sur ce dernier point, on a vu au chapitre 9 comment s'était développée l'idéologie du capitaliste-*samourai*. En Allemagne, les industriels, par exemple les Krupp, se font photographier en uniformes, même s'ils ne font pas partie des forces armées.

Par ailleurs, l'empire allemand créé par Bismarck en 1871, ce nouveau *Reich*, est présenté comme l'œuvre des princes allemands qui l'offrent généreusement au peuple. Selon cette conception, la souveraineté du peuple est complètement rejetée, comme au Japon, et les vertus auxquelles on l'enjoint de souscrire sont la loyauté et l'obéissance. Quant au Parlement allemand, malgré le suffrage « universel » des hommes de plus de 25 ans, la pratique de ne payer aucun salaire aux députés entraîne le recrutement des parlementaires seulement parmi les gens fortunés. Par d'autres moyens, on en arrive ainsi au même résultat qu'au Japon, c'est-à-dire à un Parlement de riches. De plus, le Parlement dans les deux pays doit se contenter de pouvoirs limités : les députés peuvent approuver les mesures proposées par les ministres, mais ils ne peuvent prendre aucune initiative dans le domaine législatif. Tout comme au Japon, aussi, le chancelier et le cabinet allemands sont responsables non pas devant le Parlement mais devant l'empereur. Le Parlement allemand peut soulever des points de discussion économiques, ce que ne peut faire sa contrepartie japonaise qui ne peut que discuter du budget présenté par les ministres. Le Parlement allemand pourrait peut-être élargir ses pouvoirs aux dépens des ministres et du chancelier, mais, pour des

raisons complexes, il ne tentera pas de le faire. Ainsi, les affaires diplomatiques et militaires seront toujours hors de sa juridiction.

Dans les deux pays, l'État est conçu comme émanant de l'empereur et, en tant que tel, comme étant au-dessus du peuple et de la nation. Ce caractère supérieur de l'État est utilisé dans les deux pays pour justifier les actions répressives et les restrictions à l'exercice des droits démocratiques⁴. Les dirigeants utilisent aussi le patriotisme et le nationalisme afin de légitimer l'impérialisme. Autre parallèle, les réformes politiques qui permettent l'unification et l'industrialisation de l'Allemagne et son accession au rang de puissance partent des principautés militairement et politiquement puissantes, bien que peu développées économiquement, et non pas de celles où les activités commerciales et industrielles sont florissantes. En effet, c'est l'État prussien qui unifie l'Allemagne. Or, la Prusse est peu industrialisée et son agriculture est fondée sur le métayage et sur les restes du servage. Ce rôle de la Prusse peut se comparer à celui de Satsuma et de Chôshû, deux domaines largement à l'écart des développements commerciaux jusqu'en 1868, mais puissants politiquement et militairement. Ce lien de l'État « moderne » à des principautés militairement fortes mais économiquement « attardées » au Japon et en Allemagne explique en bonne partie l'indépendance des forces armées et de la bureaucratie à l'égard du Parlement dans les deux pays. En effet, l'armée et la bureaucratie sont considérées en Allemagne aussi bien qu'au Japon comme des extensions du pouvoir impérial.

Il y a d'autres points de comparaison : l'importance politique et économique de l'idéologie nationaliste et xénophobe dans les deux pays, mais sous des aspects différents : antisémitisme en Allemagne, mépris des populations coréennes et chinoises au Japon. Il faut souligner aussi la faiblesse du libéralisme dans la grande bourgeoisie qui recherche un climat favorable aux affaires sans se soucier des droits démocratiques. Enfin, il faut noter le dualisme poussé de l'économie, opposant les très grandes entreprises aux PME.

Cette recherche des ressemblances ne doit pas faire ignorer les différences. Le Japon, notamment, connaît une centralisation politique plus poussée que l'Allemagne. Par ailleurs, le mouvement ouvrier allemand, un des plus radicaux d'Europe, n'a pas de parallèle au Japon. De plus, les structures agricoles sont différentes, de larges régions de l'Allemagne échappant au métayage.

4. Au Japon, on a vu comment le gouvernement limite juridiquement les droits de la presse, des partis politiques et des syndicats. En Allemagne, le gouvernement impose le même genre de restrictions aux droits des partis politiques et des syndicats en 1871 et aux activités des journaux en 1874.

Mais surtout, l'Allemagne est en Europe, tout près des centres importants du capitalisme. En effet, voisins de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, tout proches de l'Angleterre, les Allemands sont témoins des transformations qui modifient en profondeur la réalité socio-politique et économique de ces pays. L'Allemagne en est fortement touchée, mais sans que n'émerge, au XIX^e siècle, un mouvement puissant de contestation de la structure autocratique et impériale du pays. Autrement dit, la proximité des régions d'origine du capitalisme, et même les invasions du territoire allemand par la France, aux structures et aux idées politiques nouvelles, n'entraînent pas de modifications profondes de la nature du régime politique. La pression des pays capitalistes favorise l'unification du pays, mais elle n'entraîne pas le renversement de la noblesse au pouvoir. Les industriels allemands, liés à l'État, ne réussissent pas vraiment à se constituer en classe, en bourgeoisie, faisant valoir ses intérêts de façon autonome. Au contraire, ils se lient à l'État impérial. Il s'ensuit le maintien de l'influence de la noblesse et de son idéologie fondée sur le caractère naturel des hiérarchies sociales.

Ce maintien retarde de quelques décennies l'instauration du capitalisme industriel en Allemagne. Cependant, à partir de 1840, les dirigeants politiques issus de la noblesse commencent à se rendre compte de la nécessité du développement industriel dans leur effort pour éviter la subordination aux puissances voisines. À partir de ce moment, l'État encourage la production industrielle, tout en diffusant une idéologie nationaliste fortement inspirée du romantisme et fondée sur le maintien de la structure socio-politique hiérarchique et autocratique. Nationalisme exacerbé, utilisé comme moyen de défense du pays, rôle crucial de l'État dans la mise en place de la structure industrielle, volonté d'éviter le gaspillage des ressources (et non des travailleurs), maintien des formes de relations sociales et d'idéologie issues des périodes antérieures et fondées sur l'acceptation du caractère inné de la hiérarchie sociale : ce sont tous des éléments communs à l'Allemagne et au Japon du XIX^e siècle. Mais la proximité de la première des grands centres du capitalisme la force à favoriser plus tôt le développement industriel et à collaborer plus étroitement avec les pays capitalistes, dont l'Angleterre. Cette proximité entraîne aussi l'adoption plus massive et moins contrôlée des courants d'idées nouvelles venant de l'étranger, subversives pour l'ordre social.

À quoi sont dues ces ressemblances assez frappantes entre l'Allemagne et le Japon dans les premières étapes du développement industriel ? Ces développements parallèles tiennent notamment au fait que les dirigeants japonais s'inspirent du régime impérial prussien. Mais il s'agit là d'une explication très partielle, car les dirigeants japonais décident d'imiter l'Allemagne parce qu'ils ont déjà perçu les similitudes

du système politique et de la hiérarchie sociale entre ce pays et le leur. En réalité, donc, l'adoption du « modèle » allemand au Japon est fonction des ressemblances telles que perçues par les dirigeants japonais.

Ce qui les frappe, c'est la structure politique impériale autocratique et ses corollaires : limitation des droits démocratiques, place prépondérante de l'État, même dans le domaine économique, utilisation de la répression pour limiter la contestation, appel au patriotisme. Cette structure politique est fondée sur le maintien au pouvoir, dans un État favorisant le développement industriel, d'éléments importants des classes dominantes antérieures (la grande noblesse et les *junker*), bien qu'assumant des fonctions nouvelles et se transformant de ce fait. Ce maintien ressemble à celui des guerriers et de l'aristocratie dans le Japon de Meiji.

Comment peut-on expliquer l'importance de couches sociales issues de la classe dominante féodale dans le développement du capitalisme dans les deux pays ? L'explication vient probablement de ce que, dans les deux pays, la classe dominante féodale est encore solide au moment de la confrontation avec les pays déjà industrialisés. Autrement dit, dans les deux pays au XIX^e siècle, les anciennes classes dirigeantes, malgré de multiples transformations, conservent le pouvoir. Cet état de fait s'explique par le faible développement des activités productives, financières et commerciales sous le contrôle de la bourgeoisie naissante, par la faiblesse économique et politique des marchands, manufacturiers et financiers qui n'arrivent pas vraiment à se constituer en classe face aux féodaux, et par l'importance primordiale de la production agricole et de la propriété foncière. Il s'ensuit non seulement le maintien des féodaux au pouvoir, mais aussi la persistance des formes autocratiques et autoritaires de gouvernement qui caractérisaient le pouvoir féodal.

Lorsque cette organisation politique est ébranlée par les pressions des pays industriels, les féodaux constituent la seule force capable de faire face efficacement au danger. Résolus à préserver l'indépendance de leur pays, ils se lancent dans la promotion du développement industriel. Mais, pressés de l'extérieur, devant faire vite, portés par leurs antécédents à imposer leurs décisions, ils créent tout « naturellement » des structures politiques nouvelles épousant des modèles de pouvoir anciens, c'est-à-dire autoritaires et autocratiques. Pour comprendre plus à fond cette évolution, il est peut-être bon de comparer plus systématiquement la transition du féodalisme au capitalisme en Angleterre et en France avec celle du Japon.

En Occident, tout particulièrement en Angleterre et en France, le capitalisme se développe de l'intérieur, sous l'impulsion des forces internes, et sur une longue période. C'est là que le capitalisme apparaît pour la première fois. À cause de cela, les protagonistes dans le processus

de création de cette nouvelle forme socio-économique et politique n'ont pas une idée claire de ce qui est en train de se passer. On peut dire que le capitalisme s'est développé « naturellement » dans ces pays, sans qu'on le sache. Au Japon, le capitalisme est importé de l'extérieur, et ce dans un but précis : empêcher le colonialisme. Le long processus d'apparition du capitalisme en Occident donne lieu à des bouleversements dans la hiérarchie sociale et dans l'idéologie. Petit à petit apparaissent diverses formes de contestation de l'ordre féodal hiérarchique. Accepté comme naturel et allant de soi au moyen âge, cet ordre socio-politique commence à être contesté, pratiquement, par les activités commerciales, avant de l'être par les idéologies et les mouvements sociaux et politiques. En fait, la contestation idéologique de l'ordre féodal, qui apparaît par étapes à travers l'humanisme, la réforme protestante, la remise en question du pouvoir royal en Angleterre, et l'idéologie des Lumières, est assez tardive. Auparavant, l'expansion des activités commerciales, nécessaires au maintien du mode de vie aristocratique, mais échappant, de par leur caractère interrégional, au contrôle des seigneurs, avait modifié peu à peu, du moins dans la pratique, les mœurs et la culture. L'utilisation de plus en plus poussée de l'argent et son importance grandissante pour le classement des personnes, à la place de la naissance, avait notamment modifié la façon pratique de mesurer la « valeur » des êtres humains. De plus, l'accroissement de la circulation monétaire liée à l'expansion de l'économie de marché avait fait progresser le calcul rationnel dans le monde des affaires et, graduellement, dans les comptes de l'État. Tous ces processus entraînant une plus grande importance des commerçants et de la richesse.

Le développement de l'économie de marché est accompagné d'affrontements politiques importants. Vivant dans un monde où la consommation ostentatoire est signe de statut mais où le marché des biens de consommation leur échappe, contrôlé par des commerçants qui s'enrichissent à leurs dépens, les féodaux commencent à se battre entre eux pour tenter d'augmenter la superficie des territoires sous leur contrôle, avec pour objectifs l'augmentation de leurs revenus provenant de l'impôt foncier et la mainmise sur les échanges. En fait, les campagnes militaires assurent surtout le premier objectif, car si les seigneurs agrandissent leurs territoires et augmentent les redevances, ils ne peuvent vraiment contrôler les échanges et réduire la part de richesse qui revient aux marchands. Même, les campagnes militaires coûteuses les forcent à dépendre de plus en plus du crédit obtenu des marchands et des financiers. La dépendance des dirigeants politiques envers les commerçants en sort donc accrue.

Le processus de remembrement des territoires est complexe et s'étend sur plusieurs siècles. On peut en voir les origines dans la relance

commerciale des XI^e et XII^e siècles et il se termine au XVIII^e siècle, avec la révolution industrielle en Angleterre et la Révolution française. Il est impossible ici d'entrer dans tous les détails de ce processus. Mais il faut en noter quelques caractéristiques. Premièrement, l'État-nation, cadre sociopolitique et économique du capitalisme, apparaît (voir Shafer, 1972, et Bernier, 1983). Brièvement, l'État-nation est l'héritier des unités territoriales remembrées par les seigneurs à partir du XII^e siècle. La concurrence que se livrent les dirigeants de ces unités territoriales et politiques entraîne la concentration de la souveraineté dans les mains de quelques féodaux devenus monarques. Parallèlement, pour justifier leur pouvoir, les monarques utilisent les particularismes culturels de leur territoire (langue, religion, coutumes) ou en créent de nouveaux (l'anglicanisme), afin d'en distinguer les habitants de ceux des territoires voisins. L'État-nation marque la volonté croissante de faire l'adéquation entre la politique et la culture, mais en faisant toujours plus ou moins violence à la culture et aux coutumes existantes. Car l'appel aux caractéristiques culturelles « nationales » s'accompagne toujours d'une sélection officielle de traits particulièrement « nationaux », laissant de côté ou rejetant comme illégitimes ou non pertinents d'autres langues, coutumes, cultes, façons de faire, etc., qui n'en existent pas moins sur le territoire qui est vu maintenant comme national.

L'État-nation, constitué d'abord par des monarques, donc par des couches issues du féodalisme et s'identifiant à ses valeurs, permet l'écllosion des conditions d'apparition de l'État bourgeois. En effet, la constitution des monarchies est fondée, d'une part, sur la nécessité de contrôler les activités économiques sur un territoire donné afin de maximiser les redevances, d'autre part, sur l'unité, même imparfaite du territoire national, en fait sur la constitution d'un marché national embryonnaire. Par ailleurs, dans ce processus d'unification territoriale, qui ne peut manquer d'entraîner une unification administrative et institutionnelle (du moins de façon partielle), les monarques s'appuient sur différentes fractions de la bourgeoisie, ou plutôt sur divers groupes liés au marché et à la finance, car, à l'époque, la bourgeoisie en tant que classe n'existe pas. Ce faisant, ils aident la promotion de ces groupes et ils lient leur sort à celui de l'État monarchique. Mais aussi, malgré leur volonté de contraindre le marché pour qu'il favorise leur propre intérêt, ils suscitent le développement des activités des marchands et des financiers, même de ceux sans liens administratifs avec la monarchie. Ces conséquences de la centralisation étatique qui accompagne la constitution des États monarchiques ne font que renforcer la position des marchands et des financiers qui, avec des hauts et des bas, avec de fréquentes mutations dans la hiérarchie interne des fortunes, profitent de toute extension du marché. L'influence des marchands et des financiers se

manifeste déjà avant l'apparition des États monarchiques, dans la période de concentration territoriale qui s'amorce vers le XII^e siècle. La centralisation monarchique, qui s'accompagne de tentatives de contrôle du commerce et des marchands à l'avantage des monarques, ne cesse de favoriser l'ascension sociale des groupes liés à l'économie de marché, malgré des entraves diverses.

Parmi les formes les plus intéressantes et les plus contradictoires de cette ascension, il faut noter l'accès de la bourgeoisie à la noblesse de robe en France aux XVII^e et XVIII^e siècles. En effet, la noblesse de robe provient essentiellement des fractions de classes liées au commerce. Par la vente des offices, la monarchie mobilise momentanément la richesse bourgeoise en sa faveur et lie les bourgeois ennoblis à sa propre destinée, mais elle permet aussi aux commerçants et aux financiers d'élargir leurs sources d'accumulation. La vente des offices entraîne de multiples problèmes de finances publiques pour l'État monarchique qui perd financièrement (et même politiquement, car cette vente suscite le mécontentement de l'ancienne noblesse) ce qu'il gagne en contrôle politique sur les couches « bourgeoises » liées au pouvoir. Pressé par la haute aristocratie, le monarque doit finalement se décider à limiter l'anoblissement des roturiers, même aux niveaux inférieurs de la noblesse, et il permet à l'ancienne noblesse de monopoliser à nouveau les postes administratifs. Ce blocage par la monarchie de la promotion sociale de la bourgeoisie est l'une des causes les plus importantes de la Révolution française. Frustrée dans ses ambitions de promotion sociale, la bourgeoisie se constitue peu à peu en classe et elle utilise l'idéologie des droits de l'homme, alors en train de se constituer, pour contester les privilèges de la noblesse et éliminer les obstacles à sa propre promotion.

En Angleterre, la réaction de la monarchie et la réponse des financiers et des marchands survient plus tôt qu'en France. Dès le XVII^e siècle, la monarchie tente de limiter le plus possible l'autonomie des commerçants, dont la richesse, issue du commerce international, ne cesse de s'accroître. Les mesures malhabiles du roi entraînent une riposte agressive des commerçants et des financiers, appuyés par la noblesse rurale fortement liée au commerce de la laine, et cette riposte mène à la guerre civile de 1645. On peut dire que, dès le milieu du XVII^e siècle, la bourgeoisie anglaise, plus de 100 ans avant la bourgeoisie française, se constitue en tant que classe. Il s'agit bien entendu d'une classe divisée en de multiples fractions, donc d'une classe qui ne possède pas encore une grande cohésion et qui n'est pas représentée par des partis politiques bien constitués, mais on peut dire qu'elle existe déjà comme classe. En France, c'est l'opposition au parti des nobles lors de la campagne électorale de 1788-1789 qui permet l'apparition d'une idéologie bourgeoise et la constitution de la bourgeoisie comme classe.

L'idéologie bourgeoise en Occident se construit autour du thème de la « liberté ». Mais il s'agit d'une conception limitée de la liberté, restreinte à la liberté de commerce et d'entreprise. Ce que l'on veut, c'est la disparition des privilèges de la noblesse, justifiés par la naissance. Pour légitimer les demandes de la bourgeoisie, des idéologues, pour la plupart issus des rangs de la noblesse, inventent peu à peu la théorie des « droits naturels » et des « droits de l'homme ». Pour la bourgeoisie, occupée à faire des affaires, les droits fondamentaux se limitent au droit de propriété, au droit d'échanger et d'accumuler sans entrave, et au droit à la représentation des possédants au Parlement. C'est sur ces bases que se constitue l'État « bourgeois », apparu en Angleterre à la fin du xvii^e siècle et en France en 1789.

La transformation politique des xvii^e et xviii^e siècles assure la domination politique des intérêts commerciaux et financiers. Fait à noter, si la bourgeoisie, dans sa lutte contre la monarchie absolue, invoque la théorie de l'égalité fondamentale de tous les êtres humains et les droits de l'homme, la majorité de ses membres s'oppose farouchement à l'extension des droits civils à d'autres qu'aux possédants, et ce jusqu'au milieu du xix^e siècle. Cependant, l'insistance sur les droits naturels, devenue la base de l'idéologie commune des classes autres que la noblesse, atteint les masses populaires qui commencent à réclamer des droits appropriés à leur situation (droit d'association pour les ouvriers, droit de représentation politique, droit de vote) et qu'on leur refuse sur la base du principe de la liberté de marché et de celui de la richesse comme base de la responsabilité. La théorie qui a servi auparavant à établir le pouvoir de la bourgeoisie sert maintenant d'outil de contestation de ce pouvoir par les classes défavorisées.

Que peut-on tirer de tout cela pour notre propos ? Tout d'abord, on peut noter que, même en Occident, plusieurs « droits naturels » sont accordés pendant longtemps seulement à une minorité de possédants. Ce sont les demandes répétées des dépossédés qui forcent l'État bourgeois à concéder certains droits à tous. Autre point à noter, l'avènement des États sous contrôle de la bourgeoisie en Europe ne signifie pas invariablement la constitution de gouvernements démocratiques. En France, « berceau de la liberté », des gouvernements autocratiques dominent entre 1801 et 1848 et de 1851 à 1870. En Allemagne, le régime impérial dure jusqu'en 1918, et les nazis sont au pouvoir de 1933 à 1945. En Italie, le régime fasciste dure de 1922 à 1944. Même là où un régime démocratique est juridiquement implanté, comme aux États-Unis depuis la fondation du pays en 1776, des restrictions importantes à l'application des droits existent : esclavage des Noirs jusqu'à la guerre civile (1862-1866) et ségrégation contre eux par la suite, exclusion des femmes du droit de vote jusqu'au début du xx^e siècle. L'État et les classes dirigeantes

des pays capitalistes ne concèdent pas « naturellement » les droits aux dépossédés, malgré la théorie de la liberté et des droits naturels.

Par ailleurs, toujours malgré l'idéologie dominante qui se fonde sur l'égalité théorique des droits pour tous, il subsiste en Occident des courants d'idée rejetant les principes du libéralisme. Parmi les tenants de ces courants, certains s'appuient sur des théories anciennes, tels de Maistre et de Bonald au début du XIX^e siècle. Ces théoriciens, comme beaucoup d'autres associés à l'église catholique, élaborent une théorie de l'inégalité naturelle et de la hiérarchie comme fondements des sociétés, et du caractère inné et obligatoire de l'autorité. En fait, reprenant de vieux thèmes chers à l'église, ils insistent sur l'origine divine de l'autorité et sur l'analogie entre le pouvoir divin sur les humains et le pouvoir des dirigeants sur les dirigés. Mais les théoriciens traditionnels ne sont pas les seuls à préconiser en théorie une application différentielle des droits. Le racisme, le sexisme, la théorie libérale qui veut que les plus riches soient les plus travailleurs ou les plus intelligents, enfin les théories apparentées au fascisme qui insistent sur la supériorité des « surhommes », théories fondées sur le principe des inégalités naturelles fondamentales entre humains et, en conséquence, sur l'inégalité des droits, s'épanouissent à des degrés divers selon les périodes et selon les régions dans les pays capitalistes⁵.

Malgré tout, l'apparition du capitalisme et de l'idéologie libérale, résultat d'un long processus d'évolution interne de l'Occident⁶, constitue un développement très particulier, au terme duquel apparaît un nouveau type de société, fondé comme jamais auparavant sur la conscience de l'individualité et sur les droits naturels. Dans certaines des tendances les plus extrêmes, comme chez Locke et Adam Smith, l'idéologie occidentale aboutit à des doctrines où la société elle-même disparaît en tant que réalité *sui generis* pour ne devenir qu'un épiphénomène issu de la rencontre des individualités. Il est tout à fait essentiel de reconnaître le caractère particulier du développement du capitalisme, et des idéologies qui l'accompagnent, en Occident. Par conséquent, il importe de ne pas traiter l'Occident comme un modèle ni son mode de développement comme une norme à suivre et comme le type idéal du capitalisme. S'il est vrai que le capitalisme apparaît en Occident, il n'en reste pas moins

5. Les pays du bloc dit socialiste imposent des restrictions politiques beaucoup plus importantes en ce qui touche aux droits individuels, malgré une idéologie de libération des masses. Mais cela est hors de notre sujet.

6. Le développement du capitalisme en Occident, comme l'a démontré notamment Wallerstein (1974), est incompréhensible sans tenir compte des relations de l'Europe avec le reste du monde. Mais ces relations ont été définies en fonction de l'Europe, donc en fonction des intérêts et des conflits européens.

que le capitalisme occidental, apparu dans des circonstances particulières, comporte plusieurs éléments qui s'expliquent par l'histoire particulière de cette grande région du monde et qui n'ont aucune relation nécessaire avec le mode de production capitaliste, c'est-à-dire avec l'industrialisation, la généralisation du marché et le salariat. On peut même penser que la variante occidentale du capitalisme, du fait de ses origines, n'est pas nécessairement la plus efficace pour atteindre les objectifs même du capitalisme, c'est-à-dire l'accumulation. En d'autres termes, il ne faut pas juger les formes de capitalisme non occidentales en fonction de l'organisation socioculturelle et politique des sociétés occidentales, mais bien en fonction de la structure même du mode de production capitaliste, structure qui existe sous plusieurs formes institutionnelles dans diverses sociétés et dont la science construit le type à partir de ces formes.

Au Japon, le capitalisme est importé de l'extérieur, ce qui permet un remaniement plutôt qu'un renversement de la classe dirigeante féodale. Les nouveaux dirigeants, issus pour la plupart des rangs des *samurai*, instaurent une politique de développement de l'industrie tout en créant un État autocratique sur la base de certains principes idéologiques et de formes de comportements caractéristiques du féodalisme des TOKUGAWA. Ils font aussi appel au nationalisme en se fondant sur les théories de l'école de Mito et de celle du *kokugaku*, développées depuis le XVIII^e siècle. Dans ces conditions, la restauration de Meiji apparaît bien comme une « révolution dans la continuité », et ce, encore plus que l'établissement du Reich par Bismarck en Allemagne. La restauration et les changements qui s'ensuivent représentent bien une révolution du système socio-économique et des structures du pouvoir qui en sortent totalement modifiés, mais il y a continuité, car on fait appel aux relations sociales de type autoritaire et hiérarchique et à des doctrines issues des périodes antérieures. On reviendra dans la dernière section de ce chapitre sur la rupture et la discontinuité dans le développement du capitalisme au Japon.

J'ai mentionné plus haut le fait que les transformations qui ont lieu au Japon en 1868 et dans la période Meiji mènent à l'instauration d'un ordre socio-économique et politique de type capitaliste. Il est temps maintenant de donner quelques précisions sur ce point. En introduction, le capitalisme a été défini par rapport à cinq processus interreliés : la généralisation du marché, le développement des moyens d'échange et des structures financières, l'industrialisation, le développement du salariat et l'apparition de la bourgeoisie comme classe autonome. On a vu au cours des chapitres précédents que le Japon, en 1853, n'avait qu'amorcé la plupart de ces processus et que, par conséquent, le pays ne peut être qualifié de capitaliste à cette époque. Rien ne prouve, d'ail-

leurs, que le Japon se serait développé dans la même direction que l'Occident sans l'intervention des puissances à partir de 1853.

Ces remarques portent cependant surtout sur le contenu du processus de constitution du capitalisme dans sa région d'origine et au Japon. Elles ne donnent pas vraiment une définition du capitalisme comme type de société. Pour éliminer cette lacune, le capitalisme peut être défini comme un système socio-économique d'un type particulier, caractérisé par les cinq points suivants : 1) le marché y joue le rôle de moyen primordial de distribution et d'échange des produits, se généralisant à toute espèce de marchandises ; 2) la production industrielle y devient la forme principale de production, non pas tant parce qu'elle compte pour la majeure partie de la fabrication des produits, ce qui est le cas dans le capitalisme avancé, mais parce que toute la structure productive est tournée vers la promotion de l'industrie ; 3) le développement des moyens d'échanges et des structures financières mène à la création d'un véritable système bancaire ; 4) il existe un groupe, une classe ou un ensemble de classes, dont la tâche est de s'occuper à plein temps des activités économiques (production, distribution, finances) ; 5) la production est faite par une classe particulière, elle-même divisée en couches : la classe ouvrière.

Le but des dirigeants de Meiji, malgré leur volonté d'orienter le marché dans un certain sens, est de créer un ordre socio-économique de type capitaliste. Ils atteignent leur but pendant les quatre années de la Première Guerre mondiale, à la suite d'un processus difficile. Le Japon de 1918 est sans aucun doute capitaliste, selon la définition que je viens de donner. Il est peut-être bon de répéter qu'il s'agit d'un capitalisme particulier, différent sur plusieurs points de celui de l'Occident. Mais les caractéristiques spéciales du Japon de 1918 ne changent pas le fait qu'il s'agit à l'époque d'un pays qui est délibérément capitaliste et impérialiste. La situation de 1918 comporte de nombreuses contradictions et faiblesses qui vont modeler les développements des années 1919-1945. C'est le sujet de la prochaine section.

QUELLES SONT LES FAIBLESSES DU JAPON EN 1919 ?

Au moment où HARA Kei accède au poste de Premier ministre en 1918, le Japon, malgré le caractère impressionnant de son développement, est aux prises avec de multiples problèmes, autant dans le domaine économique qu'en politique.

En ce qui concerne l'économie, la caractéristique la plus frappante est la très forte inégalité dans la répartition de la richesse. Au sommet,

0,02% de la population contrôle 20% de la richesse. Cela signifie que 2 500 familles environ, sur un total d'à peu près 15 millions, concentrent 1/5 de toute la richesse produite dans le pays. La majorité des Japonais, soit 90% de la population, se partage 50% du revenu total, ce qui veut dire que les 10% qui sont en haut de la hiérarchie socio-économique ont des revenus moyens 9 fois supérieurs au reste de la population. Au bas de l'échelle, 20% de la population n'ont accès qu'à 4% du revenu. Le salaire moyen pour les ouvriers urbains est en moyenne de 2 yens par jour, le revenu des métayers se situe à la moitié de ce montant, alors que le prix du riz s'élève à plus de 40 yens pour 1 *koku*. Les pauvres, surtout ceux qui n'ont pas de revenus réguliers, vivent dans des conditions très difficiles. Dans les périodes de récession, leur nombre augmente considérablement.

Par ailleurs, la structure de production s'appuie sur la coexistence d'usines géantes et d'une multitude de PME. Si, au sommet de la hiérarchie industrielle, les consortiums prospèrent en contrôlant les secteurs les plus rentables et peuvent ainsi accorder à leur main-d'œuvre régulière des conditions de travail convenables, au bas de l'échelle, les petits ateliers, dont la majorité n'engage pas plus de trois ouvriers, offrent des conditions de travail pénibles, des salaires très faibles et aucune sécurité. Au milieu, il y a les quelques usines modernes du textile, souvent situées à la campagne, qui accordent des salaires modestes mais offrent des conditions de travail acceptables. Seules les très grandes et quelques moyennes entreprises ont une main-d'œuvre stable. Dans les consortiums, comme on l'a vu au chapitre 8, le « système d'emploi à vie » fait son apparition. Mais dans les PME, on utilise des journaliers, des temporaires, des occasionnels, dont une bonne partie provient de la campagne. Les usines du textile notamment, on l'a vu, recrutent leur force de travail surtout parmi les filles des maisonnées paysannes. Dans certains petits ateliers ruraux, l'ancien système d'apprentissage du métier se maintient, tout comme les relations de dépendance entre maîtres et apprentis, mais sous une forme dégradée, car la relation ressemble de plus en plus à celle qui existe entre employeur et ouvriers salariés. Sauf dans les très grandes entreprises, l'instabilité de la main-d'œuvre et du travail est de règle.

La répartition de la main-d'œuvre selon la taille des entreprises nous donne une bonne idée de l'importance respective des consortiums et des PME. En 1919, environ la moitié des ouvriers travaillent encore dans des ateliers de moins de cinq employés. L'autre moitié se répartit comme suit : 4% dans les entreprises de cinq à neuf personnes, 18% dans celles de 10 à 99 employés, 12% dans les établissements de 100 à 499 personnes, et 10% dans la catégorie supérieure à 500 (Lockwood, 1968, p. 202-203). La Grande Guerre, qui a permis l'augmentation rapide

de la production industrielle, surtout dans les secteurs de la grande industrie, n'a pas éliminé l'importance de la très petite entreprise.

Les problèmes qui découlent du dualisme économique se retrouvent accentués dans la relation entre industrie et agriculture. En 1919, la majorité de la population vit encore à la campagne et 55 % de la main-d'œuvre active totale travaille dans le secteur primaire. Près de 50 % de la terre est affermée à des taux de rente foncière variant entre 50 % et 55 % de la récolte. Le système de tenure est en bonne partie responsable de la crise agricole qui débute vers 1915 et de l'insuffisance de la production de vivres : on l'a vu, en 1918, au moment des émeutes du riz, l'agriculture japonaise ne peut nourrir toute la population, ce qui mène le gouvernement à importer du riz des colonies.

Enfin, la guerre permet une forte hausse des profits des grandes entreprises qui, produisant des armements, y trouvent une occasion de s'enrichir. De 1914 à 1918, le capital total des entreprises est multiplié par 2,5, passant à 7 000 milliards de yens en 1918. Or, on l'a vu, les salaires augmentent plus faiblement que le taux d'inflation, ce qui entraîne une baisse des salaires réels de l'ordre de 32 % entre 1914 et 1918. La guerre mène à l'agrandissement des inégalités socio-économiques, malgré le développement rapide de l'emploi et de la production dans les secteurs où les salaires sont les meilleurs. Par ailleurs, la spéculation sur le riz, profitant aux spéculateurs et non pas aux paysans, permet une accumulation encore plus forte aux dépens des pauvres.

Toutes ces caractéristiques, en particulier la hausse des prix des produits de première nécessité, mènent à des protestations populaires. Dès les années 1870, l'agitation paysanne se développe, comme on l'a vu au chap. 7. À partir de la fin du XIX^e siècle, on recense un nombre toujours croissant d'incidents causés par le taux de la rente foncière des terres affermées. Du côté des ouvriers, les protestations commencent dans les mêmes années, s'amplifiant après 1880. La création de syndicats à partir de 1897 marque une transformation importante dans l'organisation des luttes ouvrières. L'agitation gagne les milieux urbains non ouvriers : là aussi, on proteste contre les hausses des prix et on réclame le droit d'assemblée et de représentation.

Les protestations se développent malgré l'idéologie de cohésion nationale et d'harmonie diffusée par l'école, l'armée et les milieux officiels et malgré la volonté des dirigeants d'assurer la loyauté et l'obéissance de la population. L'agrarisme à la campagne et l'idéologie paternaliste dans les industries réussissent à restreindre quelque peu les mouvements d'opposition, mais ils ne peuvent les éliminer complètement. Les luttes ouvrières, paysannes et populaires continuent de se développer.

Le danger que ces luttes présentent pour le pouvoir est d'autant plus grand que la structure politique comprend plusieurs faiblesses et contradictions. La première porte sur le rôle de l'empereur lui-même. Pendant le règne de Meiji, homme de forte personnalité et ami intime de dirigeants comme ÔKUBO et ITÔ, le monarque participe activement à la conduite des affaires gouvernementales même si son statut le place théoriquement en dehors du processus de prise de décision. Ne se contentant pas de son rôle officiel de symbole de la nation, au-dessus de l'État, source de légitimité du régime, l'empereur Meiji participe à l'exercice du pouvoir en tant qu'organe de l'État. L'usage suit alors la théorie organique de l'État de MINOBE Tatsukichi.

Avec la mort de Meiji en 1912 et l'accession au trône d'un empereur malade, la question du rôle réel du monarque dans la conduite des affaires se pose avec beaucoup d'acuité. Taishô ne peut intervenir directement dans le processus de prise de décision. Les dirigeants le confinent alors dans un rôle d'apparat, ce qui crée un vide au sommet de la hiérarchie politique. Cette situation laisse le champ libre au développement de factions à l'intérieur des divers organes de l'État, chacune tentant d'établir son hégémonie sur l'ensemble du gouvernement et d'exercer le pouvoir au nom d'un empereur qui ne peut désigner ses représentants autorisés.

Cette faiblesse au sommet de la hiérarchie politique est renforcée par la disparition graduelle des anciens. En effet, le décès de plusieurs des dirigeants de 1868 et la retraite de plusieurs autres ouvrent la voie à la concurrence pour le contrôle du pouvoir. Les oligarques peuvent monopoliser le pouvoir réel pendant à peu près trois décennies (1868-1900). Mais à partir de 1900, malgré la présence encore pesante de YAMAGATA, la lutte des factions s'instaure et elle s'intensifie après 1915. Les protégés des anciens qui accèdent au pouvoir autour de 1900 n'ont pas le prestige de leurs mentors et ils sont de plus en plus incapables de gouverner sans l'appui des partis politiques qui, de leur côté, tentent de prendre plus de place au sein de l'État. Par ailleurs, leur contrôle sur les forces armées s'amenuisent et celles-ci développent peu à peu une politique autonome. Enfin, les dirigeants doivent composer avec les milieux ultra-nationalistes qui veulent diriger la politique de l'État dans le sens du renforcement de l'autocratie à l'intérieur et de l'expansion impérialiste à l'extérieur.

La position ambiguë des partis politiques peut être considérée comme une autre faiblesse politique. Les partis voient leur influence augmenter, à tel point qu'un gouvernement sous la direction du chef du parti majoritaire à la Chambre basse est nommé en 1918. Mais les partis ne peuvent se construire une base solide de légitimité populaire.

Les raisons de cette absence d'appui sérieux du peuple aux partis sont nombreuses : l'hésitation manifestée par les partis devant le suffrage universel masculin, causée par la méfiance de leurs dirigeants envers les non-possédants ; les liens étroits qu'entretiennent les politiciens avec les dirigeants des consortiums ; le rôle important de l'argent dans les élections et l'appui des partis aux élites rurales et urbaines ; la collaboration des partis avec les anciens et la bureaucratie, partisans d'un gouvernement autoritaire, en vue d'obtenir la respectabilité. Les partis tentent d'obtenir l'appui populaire en défendant une ligne politique ultra-nationaliste et patriotique. Mais, sur ce point, ils ne peuvent faire concurrence aux forces armées. Sans base populaire, les partis politiques ne peuvent se défendre face aux forces antidémocratiques à la Chambre haute, au conseil privé et dans l'armée, appuyées par les anciens YAMAGATA et MATSUKATA et par l'ex-Premier ministre KATSURA. Lorsque des mouvements d'opposition aux partis politiques se développeront dans les années 1920 et 1930, les politiciens, sans appui, ne pourront résister aux attaques des forces autocratiques et ultra-nationalistes. Trouvant des alliés parmi les officiers de rang moyen dans l'armée, les éléments d'extrême-droite iront souvent jusqu'à l'assassinat pour faire valoir leur point de vue et pour désorganiser le Parlement.

Au sujet des forces armées et de la possibilité pour les officiers supérieurs de développer une politique autonome, quelques points sont à noter. On a vu, tout d'abord, que l'accès direct à l'empereur et le veto à la constitution de gouvernements donnent à l'armée des moyens de pression très puissants. Ces deux éléments permettent aux forces armées de définir leur propre politique, y compris dans les relations internationales. L'incident de Mandchourie, tout comme l'attaque contre la Chine en 1937 et le bombardement de Pearl Harbor, qui conduiront inexorablement à la guerre du Pacifique, viendront largement de cette possibilité pour les forces armées de définir et d'appliquer leur propre politique. Dans l'incident de Mandchourie et dans celui du pont Marco Polo en 1937, les militaires définiront leur propre politique belliqueuse et agiront comme un État dans l'État, contrecarrant les mesures du ministère des Affaires étrangères.

La position des forces armées dans la structure étatique, tout comme l'indépendance de la bureaucratie qui fait concurrence aux militaires pour devenir le représentant le plus autorisé de l'empereur, sont des signes de la faiblesse la plus fondamentale de l'État japonais dans les années 1920 et 1930 : la division en de multiples organes, couches ou fractions qui refusent souvent de collaborer entre eux et qui s'affrontent même au sujet des politiques à suivre. J'ai parlé plus haut de l'opposition entre l'état-major et le ministère des Affaires étrangères au sujet de la Mandchourie et de la Chine du Nord. J'ai mentionné aussi la

querelle entre les militaires et les bureaucrates. Mais en fait, les fractions se retrouvent même à l'intérieur de chaque organe de gouvernement. La marine et l'armée ne s'entendent pas sur les objectifs militaires primordiaux et cette mésentente ira en augmentant jusqu'en 1941. De plus, les divisions internes à la marine et à l'armée (par exemple, l'opposition entre la section des opérations, l'armée de Mandchourie et l'Académie militaire) se développent et les factions s'affrontent constamment au sujet de la politique expansionniste du pays. Cette situation mènera finalement au paradoxe des années 1930, décrit par Crowley (1966), d'un gouvernement de dictature militaire fondé sur le compromis instable entre divers organismes et factions, possédant chacun une large autonomie et pouvant, par leurs actions, entraîner les autres dans des politiques qu'elles ne veulent pas poursuivre.

La structure politique de 1918-1919 n'a donc plus la cohérence de celle de 1868, moment où les oligarques de Meiji exerçaient vraiment le pouvoir. La coalition dominante et chacune de ses composantes sont la scène de multiples divisions qui donnent à l'exercice du pouvoir un caractère décousu et composite. Chaque faction des forces armées, chaque parti politique, chaque société secrète, chaque couche d'industriels et de financiers tente de définir sa propre ligne politique indépendamment des autres. Dans les années 1920, cette situation favorisera momentanément les partis politiques. Mais dès 1928, la récession, doublée des attaques des ultra-nationalistes, affaiblira le pouvoir réel des partis politiques qui devront céder le pas aux forces armées et aux extrémistes. D'ailleurs, ce processus s'amorcera dès l'époque de la démocratie de Taishô. En effet, dès les années 1920, les partis devront composer avec les militaires, les bureaucrates, les consortiums et les extrémistes en matière de définition de la politique. Refusant de s'appuyer sur les forces populaires, les partis feront concurrence aux forces de l'autocratie pour obtenir le titre de représentant privilégié de la coalition dominante. Ils ne gagneront pas, suspects qu'ils sont aux yeux de la majorité des membres des groupes associés à cette coalition.

Au sujet de la récession, il faut noter que le Japon ne se sortira pas des difficultés qui accompagnent la fin de la Grande Guerre. Dès 1919, les puissances occidentales reprendront le marché de leurs colonies, bloquant les importations japonaises. Le gouvernement japonais tentera de réorganiser quelque peu la production, ce qui permettra de sortir du plus profond de la crise en 1922. Mais en 1923, le grand tremblement de terre de Tôkyô replongera le pays dans les difficultés pendant quelques années. Encore une fois, au moment où, en 1926, le pays semblera vouloir se sortir de ce mauvais pas, une crise bancaire entraînera, en 1927, une nouvelle récession profonde, qui prendra des allures de crise généralisée en 1929, suite au krach bancaire aux États-Unis.

Au pouvoir pendant ces années, les partis politiques et leurs alliés, les consortiums, seront tenus responsables de la crise par les pairs, les militaires et l'extrême-droite. À partir de la fin des années 1920, ces milieux établiront des plans pour réinstaurer ce qu'ils considèrent comme le véritable État impérial, c'est-à-dire un gouvernement tout à fait autocratique sous la conduite des militaires, sans la participation des politiciens. Les ultra-nationalistes, civils ou militaires, procéderont à des assassinats et à des tentatives de coups d'État à partir de 1930. En 1932, à la suite du meurtre du Premier ministre INUKAI Tsuyoshi, les partis politiques seront exclus de la direction des cabinets et les ultra-nationalistes verront leur influence augmenter au gouvernement. On sera alors sur la voie menant à la guerre, d'autant plus que l'incident de Mandchourie de 1931 aura déjà suscité l'hostilité de l'Angleterre et des États-Unis et aura mené le Japon à s'exclure de la Société des Nations. La direction prise par la politique japonaise dès 1930 conduira peu à peu à l'affrontement avec l'Occident.

QUELLE PLACE LA « CULTURE JAPONAISE » OCCUPE-T-ELLE DANS L'EXPLICATION DU DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME AU JAPON ?

Il reste à conclure brièvement sur le rôle de la culture japonaise dans le développement du capitalisme et sur la continuité/discontinuité entre la période Edo et la période Meiji. Tout d'abord, ce que l'on appelle la « culture japonaise » comprend plusieurs éléments importés de l'extérieur : confucianisme, bouddhisme, système d'écriture, riziculture, industrie, philosophie politique, etc. D'ailleurs, les vertus vues comme spécifiquement « japonaises », aussi bien dans la période Meiji qu'actuellement, sont souvent des vertus associées au confucianisme d'origine chinoise. D'autres aspects culturels du Japon viennent de l'Occident : musique classique, science, etc. La culture japonaise de Meiji ne peut donc pas se réduire aux traits ou doctrines indigènes. Ceci dit, toutefois, il ne fait pas de doute que plusieurs éléments culturels sont originaux : la croyance dans les *kami*, l'importance du zen dans l'art national, la langue japonaise, etc. De plus, les éléments importés ont été englobés dans un ensemble culturel uniquement japonais. C'est cet ensemble qu'il nous faut maintenant examiner.

Tout groupe social a une vie organisée et signifiante. Cela veut dire que dans toute société les relations sociales sont ordonnées d'une certaine façon (il y a des choses à faire et à ne pas faire et des modes de relations privilégiés) et que les modes d'organisation s'accompagnent de significations partagées. Tout groupe social organise sa vie selon des schèmes partagés (au moins jusqu'à un certain point) par ses membres,

schèmes développés historiquement et qui s'objectivent dans des institutions et dans des façons de faire et de penser. Autrement dit, la culture est à la fois codes partagés et institutions.

Cela dit, il faut noter deux choses : premièrement, le partage des codes n'est jamais parfait ou complet ; deuxièmement, l'institutionnalisation et l'apprentissage des codes donnent lieu à des résistances. En fait, si on prend l'exemple du Japon de la période Edo, on se rend compte que presque tout le monde accepte le cadre moral fondé sur les vertus confucianistes (encore que l'on puisse mentionner des exceptions comme ANDÔ Shôeki). De plus, le cadre institutionnel des TOKUGAWA, qui s'appuie idéologiquement sur le confucianisme, se maintient jusqu'à l'arrivée des Occidentaux en 1853. Mais l'acceptation d'une morale fondamentale et le maintien du cadre administratif n'empêchent pas l'apparition de formes culturelles différentes, comme par exemple la culture urbaine, qui s'oppose par sa façon à la sévérité et à la sobriété de la culture des guerriers.

De plus, le partage des codes ne peut empêcher les conséquences de certaines formes d'institutionnalisation de créer des conflits. Par exemple, dans la période Edo, le développement de l'institution du marché, favorisé par les mesures de contrôle féodal, entraîne des conflits entre les paysans riches et pauvres et entre guerriers et commerçants. Le développement institutionnel, de par sa propre logique, peut donc entraîner des problèmes pour l'ordre social.

Ce qu'il faut noter ici, c'est que l'unité de la culture et son homogénéité sont toujours relatives. Les institutions et les doctrines laissent toujours place à l'interprétation. De par leur existence, les institutions contraignent les activités et les évolutions, mais elles ne les déterminent pas dans tous leurs détails. Elles définissent les marges de manœuvre, mais, encore là, pas totalement. L'inattendu, l'impensé (qui devient pensé dès qu'il apparaît) peuvent surgir. En fait, ce que la période Edo nous montre, c'est précisément la transformation de la culture et des codes malgré la stabilité du cadre institutionnel. Mais elle nous montre aussi le maintien de ce cadre institutionnel malgré les changements de mentalités.

* Les transformations sont encore plus fortes après 1868, et plusieurs sont voulues : la centralisation étatique, l'industrialisation, la disparition des privilèges féodaux et la constitution d'une armée moderne. Ces modifications, malgré la volonté des dirigeants de garder le contrôle sur le pays, mènent à des contestations diverses. Il ne fait aucun doute que les conflits augmentent après le changement de régime de 1868. L'élimination des restrictions féodales et l'imitation de l'Occident mènent à des contestations de la part des anciens guerriers, des paysans, des ouvriers, des journalistes, etc. En fait, la constitution volontaire d'un

nouveau type de société donne lieu à la naissance de nouveaux mouvements, y compris à l'intérieur de l'élite dont les membres ne s'entendent pas sur le genre de société à créer.

Les conflits sont le signe de la difficulté de transposer les anciens schèmes dans une situation nouvelle. Nous abordons ainsi la question de la continuité et de la discontinuité. Il ne fait aucun doute que les hommes et les femmes de Meiji sont influencés par les anciennes doctrines et institutions de la période Edo. Ils ont été formés dans l'ancienne société et ils en ont intériorisé les principes. Mais ils sont maintenant confrontés à une situation tout à fait nouvelle, qui les oblige à trouver de nouvelles solutions et à créer de nouvelles institutions. Cette quête de nouvelles structures se fait à partir de l'ancienne situation, mais elle doit s'adapter à la nouvelle conjoncture. Et celle-ci les oblige à se poser des questions sur la possibilité d'utiliser les anciennes structures. Sur ce point, les opinions varient, comme on a pu le voir dans les chapitres 6, 7, 8 et 9. De plus, la nécessité de créer de nouvelles institutions entraîne de nouveaux problèmes : par exemple, l'industrialisation mène à la formation de la classe ouvrière qui veut s'organiser et qui demande de meilleurs salaires ; l'impôt agricole mène à l'endettement paysan, au métayage et à des protestations ; l'imitation de l'Occident entraîne l'importation de la doctrine des droits civils, ce qui mène à des demandes pour un gouvernement représentatif, etc. On tente de trouver des solutions à ces problèmes dans l'ancienne société : théorie du *kokutai*, insistance sur les vertus confucianistes, valorisation de l'esprit guerrier. Mais il ne s'agit pas là de simples transpositions. Les problèmes sont nouveaux et exigent une adaptation créatrice des anciennes doctrines. Par exemple, le confucianisme utilisé pour justifier le système paternaliste dans les entreprises est très différent de celui qui prévalait dans les écoles d'arts martiaux de la période Edo. Par ailleurs, il faut aussi réarranger les doctrines les unes par rapport aux autres : après 1868, le *kokutai* devient le point central autour duquel les vertus confucianistes doivent être redéfinies. De plus, les changements institutionnels imposés par les dirigeants créent un cadre nouveau qui modèle au moins en partie les solutions (nouveau cadre juridique, Constitution, etc.). Mais tous ne sont pas d'accord sur ces solutions.

La plupart des dirigeants finissent néanmoins par s'entendre sur les bases morales et institutionnelles du nouveau régime dans les années 1880. Ces nouvelles bases s'appuient sur le cadre moral antérieur (selon Ooms, sur l'idéologie formée dès le xvii^e siècle ; voir Ooms, 1985, p. 297), sur les vertus du confucianisme, auquel s'ajoute la théorie de la descendance divine de l'empereur. La définition de nouveaux codes, sur la base des anciens, prend donc environ 20 ans pour se faire. Par la suite, la transmission des principes moraux et politiques se fera de façon

stricte, à travers le système scolaire et l'armée. On tentera d'uniformiser le contenu de l'idéologie et du cursus scolaire pour transmettre un ensemble de codes uniques présenté comme étant « la culture japonaise ». Plusieurs éléments culturels de la période Edo seront alors exclus de la définition officielle (et imposée) de la culture, notamment la culture urbaine décrite au chap. 5. Cette définition stricte sera accompagnée de son imposition dans toutes les sphères de la vie, même à l'usine comme on l'a vu au chapitre 8.

Ce qui est remarquable, c'est que ce sont des guerriers, imbus du *bushidô*, qui orientent le pays dans une nouvelle direction. On voit ici à la fois la continuité (ce sont de guerriers formés selon l'ancienne idéologie qui sont les auteurs des réformes) et la discontinuité (la situation est tout à fait nouvelle et ils doivent s'y adapter). La discontinuité vient non pas de développements internes comme tels, mais bien de l'impact de l'Occident. La réaction est cependant celle des Japonais, ou plutôt d'une petite minorité d'entre eux. L'impact extérieur en tant que tel ne détermine pas la réponse des Japonais. Il ne détermine pas la façon dont le pays réagit, il ne détermine que le danger et son caractère inévitable. On a vu comment la réponse des dirigeants japonais s'est construite progressivement dans la période 1853-1868 et dans la période Meiji (voir chap. 6 et 7). Sur ce point il faut noter que la compréhension des événements de ces périodes est impossible si on ne tient pas compte de la combinaison complexe de facteurs internes et externes.

* Du point de vue de la continuité et de la discontinuité, il y a continuité des personnes et de certaines formes idéologiques (confucianisme, nationalisme, *bushidô*, culte de l'empereur), mais il y a discontinuité des institutions à cause des ruptures importantes dans la situation internationale. Les éléments culturels doivent donc être redéfinis, ils doivent se conformer aux conditions nouvelles.

On voit donc que, si des éléments de l'idéologie et de la culture antérieures persistent dans la période Meiji, certains sont éliminés, d'autres sont conservés sous une forme modifiée, et tous sont reformulés en vue de satisfaire aux nouveaux objectifs. Autrement dit, la nouvelle définition de la « culture japonaise » procède d'une volonté politique de définir les codes communs à tous, afin de protéger la société des forces de destruction internes et externes, telles que perçues par les nouveaux dirigeants. Les dirigeants choisissent entre les codes anciens (et quelquefois contradictoires), ils en sélectionnent certains et en éliminent d'autres. Ainsi la langue des *samourai* de la région d'Edo est instituée comme « langue nationale », comme norme, enseignée comme telle dans les écoles ; les particularismes de la culture des guerriers, tels la sobriété ou le rejet de la parole (venant du zen), sont présentés comme caractéristiques de l'ensemble de la nation ; l'art de l'élite (les peintures à

l'encre de Chine) devient art national. En un mot, dans un ensemble de principes moraux et de façons de faire et de penser venant du passé, tous institutionnalisés mais pas nécessairement partagés, des éléments sont sélectionnés pour créer une culture nationale. Cette culture, fruit d'un véritable effort d'institutionnalisation, les dirigeants veulent qu'elle soit partagée par tous. Ils visent l'unité de la société à travers l'unité culturelle, elle-même fruit d'un effort de création idéologique. Ils veulent donc le partage des codes.

On peut donc voir que l'analyse de la culture japonaise dans la période Meiji doit tenir compte à la fois des continuités et des discontinuités culturelles. Car, si l'on fait appel au passé et aux schèmes anciens, ce passé et ces schèmes sont redéfinis en fonction du présent. En ce sens, la culture de la période Meiji est originale, définie en fonction d'une situation tout à fait nouvelle, mais elle s'appuie sur des éléments anciens, reformulés explicitement en tant que « culture nationale »⁷.

Cette conception de la continuité et de la discontinuité peut être utilisée aussi pour l'analyse de l'impérialisme japonais. On a parlé au chapitre 11 de la controverse sur le caractère systématique ou *ad hoc* de l'impérialisme japonais de 1868 à 1945. Si l'on peut dire que l'impérialisme des années 1894-1945 et le militarisme des années 1930-1945 proviennent de certains aspects du régime établi dès 1868, on ne peut en tirer la conclusion qu'ils étaient inévitables ou inéluctables dès que le système de Meiji fut mis en place. L'histoire se fait à mesure, au fil d'événements et de tendances qui se développent graduellement mais qui sont néanmoins tributaires du passé. L'histoire se refait sans cesse. Les tendances se développent dans le temps, mais sur la base des conditions léguées par le passé (économie, politiques, organisation sociale, culture, idéologies, etc.). Il y a bien « continuité », mais pas inévitabilité. Tout comme il est nécessaire de reconnaître les legs du passé, il est essentiel d'analyser comment ils sont adaptés et réinterprétés de génération en génération. Selon ce point de vue, l'impérialisme des années 1894-1945 et le militarisme des années 1930-1945 sont des conséquences non inévitables (en 1868) mais très probables du régime autocratique établi en 1868. Sur la base de ce régime, mais à la suite de nombreuses décisions et modifications s'expliquant autant par la conjoncture internationale que par les affrontements internes, l'impérialisme s'impose à un certain moment en politique, tout comme l'influence prépondérante de l'armée dans la vie politique s'imposera à partir de l'incident de Mandchourie de 1931.

7. Encore une fois, il faut souligner avec Gluck (1985) que cette définition de la culture a donné lieu à de nombreux débats, conflits et affrontements.

Au moment de la signature du traité de Versailles en 1919, le Japon est déjà une puissance industrielle et impérialiste. Les objectifs principaux des dirigeants de 1868 sont atteints. Ce succès est tout à leur honneur, et surtout à l'honneur du peuple japonais qui a supporté les sacrifices qu'on lui a imposés (souvent d'ailleurs en protestant fortement). Mais la situation internationale de l'après-guerre est instable, et le gouvernement japonais aura du mal à définir une position cohérente dans un monde aussi mouvant, d'autant plus que l'économie japonaise aura de la difficulté à se sortir de la récession durant les années 1920. Les « solutions » élaborées par les dirigeants japonais au cours des années 1920 et 1930 mèneront finalement à la guerre du Pacifique et à la défaite de 1945. La guerre de 1937-1945 est en partie le legs de 1868, mais en partie seulement. En 1919, rien ne permet de prévoir un tel avenir.

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES — Bernier, 1983 ; Bloch, 1939 ; Bolitho, 1983 ; Bourdieu, 1984 ; Boutruche, 1968 ; Braudel, 1979 II ; Coulborn (édit.), 1956 ; Craig, G. A., 1978 ; Crowley, 1966 ; Gluck, 1985 ; Hall, J. W., 1968a, 1968b et 1970 ; Hanley et Yamamura, 1977 ; Hoston, 1984 ; Jacobs, 1958 ; Jansen, 1968b ; Kuroda, 1974 ; Landes, 1965 ; Levy, 1953 ; Nagahara, 1955 ; Ooms, 1985 ; Patrick, 1971 ; Reischauer, E. O., 1956 et 1973 ; Shafer, 1972 ; Smethurst, 1970 ; Strayer, 1968 ; Totman, 1980 et 1983b ; Tsurumi, K., 1970 ; Wallerstein, 1974 ; Wilson (édit.), 1970.

BIBLIOGRAPHIE

AKI, Takami. - Genji kishi no koki ni okeru no mitsuki bunko - 1878-1898
 Edo Nihon no Bunko, vol. 30, Tokyo, Iwanami Shoten, 1976, p. 224.

AKAMATSU, Paul, MCGILL, Paula, *Coleridge-Literary*, 1978.

AKITA, George, *Foundations of Constitutional Government in Modern Japan*,
 1950, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1967.

ALLEN, C. C., *A Short General History of Modern Japan*, London, Allen & Unwin,
 1962.

ANDERSON, Marshall, *History of Japanese Religion*, London, Kegan Paul, 1957,
 Etruscan, 1960.

ASAKAWA, K., *The Early Institutional Life of Japan*, New York, Farrar, Straus
 & Giroux, 1962, réédité en 1980.

ASTON, W. G. (ed.), *Nihongi*, Rutland, Vt., et Tokyo, Tuttle, 1957 (première
 partie en 1885).

BAILEY, Jackson H., - *The Meiji Leadership: Matsukata's Memorandum on the
 Heavy Weight of History Control (shin) in Japan*, Honolulu, University
 of Hawaii Press, 1983, p. 104-111.

BAMBA Nobuya, *Japanese Diplomacy in a Dilemma*, Vancouver, University of
 British Columbia Press, 1972.

BEASLEY, W. G., *The Meiji Restoration*, Stanford, Stanford University Press,
 1972.

BECKMANN, George M., *The Making of the Meiji Constitution*, Lawrence, Kan.,
 University of Kansas Press, 1957.

BECKMANN, George M., *The Modernization of China and Japan*, New York, Praeger
 & Row, 1982.

BECKMANN, George M. et OKUBO Genji, *The Japanese Commercial Movement,
 1912-1945*, Stanford, Stanford University Press.

BILLAH, Robert, *Tokugawa Religion*, New York, The Free Press, 1977.

BENEDICT, Ruth, *The Chrysanthemum and the Sword*, Boston, Houghton Mifflin
 1946.

Après la signature du traité de Versailles en 1919, le Japon fut contraint d'accepter l'impérialisme. Les objectifs principaux des dirigeants de 1904 sont ainsi : « Le succès est tenu à leur disposition et attribué à l'existence du peuple japonais qui a subi les humiliations que lui a imposées l'absence d'alliance ou protestait fort et vaillamment. Dans la situation internationale de l'après-guerre instable, et dans un moment japonais aussi difficile à définir, une politique cohérente dans ce monde aussi incertain, d'autant plus que l'économie japonaise était en difficulté à se sortir de la restriction durant les années 1920, les dirigeants ont élaborés par les dirigeants japonais un cadre des années 1920 et 1930 menant finalement à la guerre du Pacifique et à la défaite de 1945. La guerre de 1937-1945 est en partie le legs de 1919, mais en partie seulement. En 1919, rien ne permet de prévoir un tel résultat. »

VOIR LES BIBLIOTHÉCAIRES : Jordan, 1963; Shaw, 1959; Kojima, 1960; Kojima, 1961; Kojima, 1962; Soudai, 1977; Cochrane (éd.), 1956; Craig, G. A., 1967; Dooly, 1960; Cook, 1965; Hall, J. W., 1966a, 1966b et 1970; Harjo et Yamamoto, 1971; Jordan, 1963; Jaffe, 1963; Jordan, 1963b; Kojima, 1961; Lewis, 1963; Lewis, 1971; Matsuoka, 1973; Ohta, 1968; Patrick, 1961; Reinhardt, E. G., 1968 et 1970; Soudai, 1977; Soudai, 1978; Soudai, 1980; Tsurumi, 1960 et 1965; Tsurumi, X., 1962; Ando, 1964; Wilson (éd.), 1970.

BIBLIOGRAPHIE

- AKAI Tatsurô, « Genrokuki no toshi seikatsu to minshû bunka », dans *Iwanami Kôza Nihon no Rekishi*, vol. 10, Tokyo, Iwanami Shoten, 1976, p. 333-366.
- AKAMATSU, Paul, *Meiji 1968*, Paris, Calmann-Lévy, 1968.
- AKITA, George, *Foundations of Constitutional Government in Modern Japan, 1868-1900*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1967.
- ALLEN, G. C., *A Short Economic History of Modern Japan*, Londres, Allen & Unwin, 1963.
- ANESAKI Masaharu, *History of Japanese Religion*, Londres, Kegan Paul, Trench, Trubner, 1930.
- ASAKAWA K., *The Early Institutional Life of Japan*, New York, Paragon, 1963 (rééd. ; publié en 1903).
- ASTON, W. G. (édit.), *Nihongi*, Rutland, Vt., et Tokyo, Tuttle, 1972 (rééd. ; publié en 1896).
- BAILEY, Jackson H., « The Meiji Leadership : Matsukata Masayoshi », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 104-111.
- BAMBA Nobuya, *Japanese Diplomacy in a Dilemma*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1972.
- BEASLEY, W. G., *The Meiji Restoration*, Stanford, Stanford University Press, 1972.
- BECKMANN, George M., *The Making of the Meiji Constitution*, Lawrence, Kan., University of Kansas Press, 1957.
- BECKMANN, George M., *The Modernization of China and Japan*, New York, Harper & Row, 1962.
- BECKMANN, George M. et ÔKUBO Genji, *The Japanese Communist Movement, 1922-1945*, Stanford, Stanford University Press.
- BELLAH, Robert, *Tokugawa Religion*, New York, The Free Press, 1957.
- BENEDICT, Ruth, *The Chrysanthemum and the Sword*, Boston, Houghton Mifflin, 1946.

- BERNIER, Bernard, *Breaking the Cosmic Circle : Folk Religion in a Japanese Village*, Ithaca, N. Y., Cornell University East Asia Papers, n° 5, 1975.
- BERNIER, Bernard, « Idéologie et politique : Le culte de l'empereur au Japon », dans *Anthropologie et sociétés*, vol. 6, n° 1, 1982, p. 175-193.
- BERNIER, Bernard, « L'apparition du nationalisme en Occident : Les contextes historiques », dans *Anthropologie et sociétés*, vol. 7, n° 2, 1983, p. 111-129.
- BERNIER, Bernard, « Yanagita's *About Our Ancestors* : Is It a Model for an Indigenous Social Science ? », dans J. Victor Koschmann, ÔIWA Keibô et YAMASHITA Shinji (édit.), *International Perspectives on Yanagita Kunio and Japanese Folklore Studies*, Ithaca, N.Y., Cornell University East Asia Papers, n° 37, 1985a, p. 65-95.
- BERNIER, Bernard, « Croissance économique et relations de travail au Japon », dans *Cahiers du Centre d'études de l'Asie de l'Est*, n° 3, Montréal, Université de Montréal, 1985b, p. 33-83.
- BERNIER, Bernard, « Les facteurs qui ont favorisé l'automatisation industrielle au Japon depuis 1975 », dans Bernard Bernier, KATSUMATA Makoto et Michel Richard (édit.), *l'État et le capitalisme au Japon (Cahiers du Centre d'études de l'Asie de l'Est, n° 4)*, Montréal, Université de Montréal, 1987, p. 105-131.
- BERQUE, Augustin, *le Japon ; Gestion de l'espace et changement social*, Paris, Flammarion, 1976.
- BERQUE, Augustin, *le Sauvage et l'artifice : Les Japonais devant la nature*, Paris, Gallimard, 1986.
- BERRY, Mary, *Hideyoshi*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1982.
- BERTAUX, Daniel, *Destins personnels et structure de classe*, Paris, PUF, 1977.
- BLOCH, Marc, *la Société féodale*, vol. 1, Paris, Payot, 1939.
- BOLITHO, Harold, « The Meiji Restoration », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 59-65.
- BORTON, Hugh, *Peasant Uprisings in Japan of the Tokugawa Period*, New York, Paragon, 1968 (rééd. ; publié en 1938).
- BOURDIEU, Pierre, *le Sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980.
- BOURDIEU, Pierre, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982.
- BOURDIEU, Pierre, *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit, 1984.
- BOUTRUCHE, Robert, *Seigneurie et féodalité*, vol. 1, Paris, Aubier-Montaigne, 1968.
- BOWEN, Roger, *Rebellion and Democracy in Meiji Japan*, Berkeley, Los Angeles et Londres, University of California Press, 1980.
- BOXER, C. R., *The Christian Century in Japan, 1549-1650*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1974 (rééd. ; publié en 1951).
- BRAUDEL, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, vol. II (*les Jeux de l'échange*), et vol. III (*le Temps du monde*), Paris, Armand Colin, 1979.
- BROCHIER, Hubert, *le Miracle économique japonais*, Paris, Calmann-Lévy, 1965.
- BROWN, Delmer M., *Nationalism in Japan*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1955.

BIBLIOGRAPHIE

- CASTORIADIS, Cornelius, *l'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1973.
- CHAI, Chu et Winberg CHAI, *The Sacred Books of Confucius and Other Confucian Classics*, New York, University Books, 1965.
- CHARBONNEAU, Normand, *les Soulèvements paysans dans la France d'ancien régime et le Japon de l'ère Tokugawa*, Mémoire de M. A., Département d'histoire, Université de Montréal, 1983.
- CHARD, Chester, *Northeast Asia in Prehistory*, Madison, Wisc., University of Wisconsin Press, 1974.
- CLARK, Rodney, *The Japanese Company*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1979.
- COLE, Robert E., *Work, Mobility, and Participation : A Comparative Study of American and Japanese Industry*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1979.
- COLE, Robert E. et TOMINAGA Ken'ichi, « Japan's Changing Occupational Structure and Its Significance », dans Hugh Patrick, (édit.), *Japanese Industrialization and Its Social Consequences*, Berkeley, Los Angeles et Londres, University of California Press, 1976, p. 53-95.
- CONROY, Hilary, « Meiji Imperialism : « Mostly Ad Hoc » », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 136-140.
- COULBORN, Rushton (édit.), *Feudalism in History*, Princeton, Princeton University Press, 1956.
- CRAIG, Albert, *Chôshû in the Meiji Restoration*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1961.
- CRAIG, Gordon A., *Germany, 1866-1945*, New York et Oxford, Oxford University Press, 1978.
- CRAWCOUR, E. S., « Changes in the Japanese Commerce in the Tokugawa Period », dans J. W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968, p. 189-202.
- CROWLEY, James B., *Japan's Quest for Autonomy*, Princeton, Princeton University Press, 1966.
- DORE, Ronald P., *Land Reform in Japan*, Londres, New York et Oxford, Oxford University Press, 1959.
- DORE, Ronald P., « Education in Japan », dans Robert E. Ward et Dankwart Rostow (édit.), *Political Modernization in Japan and Turkey*, Princeton, Princeton University Press, 1964, p. 176-204.
- DORE, Ronald P., *Education in Tokugawa Japan*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1965.
- DORE, Ronald P., « Talent and the Social Order in Tokugawa Japan », dans J. W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968, p. 349-361.
- DORE, Ronald P., « The Modernizer as a Special Case: Japanese Factory Legislation, 1882-1911 », dans *Comparative Studies in Society and History*, vol. 11, n° 4, 1969, p. 433-450.

- DORE, Ronald P. et ÔUCHI Tsutomu, « Rural Origins of Japanese Fascism », dans James W. Morley (édit.), *Dilemmas of Growth in Prewar Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1971, p. 181-209.
- DOWER, John W., « E. H. Norman and the Uses of History », dans E. H. Norman, *Origins of the Modern Japanese State: Selected Writings of E. H. Norman* (John W. Dower [édit.]), New York, Pantheon, 1975, p. 3-101.
- DUBY, Georges (sous la direction de), *Histoire de la France*, Paris, Larousse, 1970.
- DUBY, Georges (sous la direction de), *Histoire de la France urbaine*, vol. 3, Paris, Seuil, 1981.
- DUMONT, Louis, *Homo hierarchicus*, Paris, Gallimard, 1966.
- DUMONT, Louis, *Homo aequalis*, Paris, Gallimard, 1977.
- DUMONT, Louis, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1983.
- DUUS, Peter, *Party Rivalry and Political Change in Taishô Japan*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1968.
- DUUS, Peter, *Feudalism in Japan*, New York, Random House, 1969.
- DUUS, Peter, « The Takeoff of Japanese Imperialism », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 153-157.
- EARHART, H. Byron, *Japanese Religion: Unity and Diversity*, Belmont, Ca., Dickenson, 1969.
- EARL, David M., *Emperor and Nation in Japan*, Seattle, University of Washington Press, 1964.
- EDWARDS, Walter, « Event and Process in the Founding of Japan », dans *Journal of Japanese Studies*, vol. 9, n° 2, 1983, p. 265-295.
- EGAMI Namio, « Light on Japanese Cultural Origins from Historical Archeology and Legend », dans Robert J. Smith et Richard, K. Beardsley (édit.), *Japanese Culture*, Chicago, Aldine, 1962, p. 11-16.
- FAIRBANK, John K. (édit.), *The Chinese World Order*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1968.
- FAYE, Jean Pierre, *Langages totalitaires*, Paris, Hermann, 1972.
- FISHER, Jerry K., « The Meirokusha and the Building of a Strong Prosperous Nation », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 83-89.
- FURUSHIMA Toshio, *Furushima Toshio Chosakushû*, vol. 1 (*Yôeki rôdôsei no hôkai katei*), vol. 3 (*Kindai Nihon nôgyô no kôzô*), vol. 5 (*Nihon nôgyôshi*), vol. 6 (*Nihon nôgyô gijutsushi*), Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1974.
- GLEASON, Alan H., « Economic Growth and Consumption in Japan », dans William W. Lockwood (édit.), *The State and Economic Enterprise in Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 391-444.
- GLUCK, Carol, *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, Princeton, Princeton University Press, 1985.

BIBLIOGRAPHIE

- GORDON, Andrew, *The Evolution of Labor Relations in Japan : Heavy Industry, 1853-1955*, Cambridge, Mass., Harvard University, Council on East Asian Studies, 1985.
- GOTÔ, Yôichi, « Kinsei no mibunsei to shakai », dans *Iwanami Kôza Nihon no Rekishi*, vol. 9, Tokyo, Iwanami Shoten, 1976, p. 303-341.
- GROSSBERG, Kenneth A., *Japanese Renaissance : The Politics of the Muromachi Bakufu*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1981.
- HACKETT, Roger F., *Yamagata Aritomo in the Rise of Modern Japan*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1971.
- HAGA Shôji, « Meiji zenki ni okeru aikoku shisô no keisei », dans ASUKAI Masamichi (édit.), *Kokumin Bunka no Keisei*, Tokyo, Chikuma Shobô, 1984, p. 69-119.
- HALL, John W., *Government and Local Politics in Japan, 500-1700*, Princeton, Princeton University Press, 1966.
- HALL, John W., « Feudalism in Japan -A reassessment », dans John W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968a, p. 55-64.
- HALL, John W., « New Look at Tokugawa History », dans John W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968b, p. 55-64.
- HALL, John W., « Foundations of the Modern Japanese Daimyo », dans John W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968c, p. 65-77.
- HALL, John W., *Japan : From Prehistory to Modern Times*, New York, Delta, 1970.
- HALL, John W. et Marius JANSEN (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968.
- HALL, John W. et Jeffrey MASS (édit.), *Medieval Japan*, New Haven, Yale University Press, 1974.
- HALL, John W., NAGAHARA Keiji et YAMAMURA Kôzô (édit.), *Japan Before Tokugawa*, Princeton, Princeton University Press, 1981.
- HALL, John W. et TOYODA Takeshi (édit.), *Japan in the Muromachi Period*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1977.
- HALL, Robert K., *Kokutai no Hongi : Cardinal Principles of the National entity of Japan*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1949a.
- HALL, Robert K., *Shûsin : The Ethics of a Defeated Nation*, New York, Columbia University Press, 1949b.
- HALLIDAY, Jon, *A Political History of Japanese Capitalism*, New York, Pantheon, 1975.
- HANE, Mikiso, *Japan : A Historical Survey*, New York, Scribner's, 1972.
- HANE, Mikiso, « The Movement for Liberty and Popular Rights », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 90-97.
- HANLEY, Susan B. et YAMAMURA Kôzô, *Economic and Demographic Change in Preindustrial Japan, 1600-1868*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

- HARAGUCHI, Kiyoshi, « Meiji kempô taisei no seiritsu », dans *Iwanami Kôza Nihon no Rekishi*, vol. 15, Tokyo, Iwanami Shoten, 1976, p. 135-175.
- HAROOTUNIAN, Harry D., « The Economic Rehabilitation of the Samurai in the Early Meiji Period » dans *The Journal of Asian Studies*, vol. 19, n° 4, 1960, p. 433-444.
- HAROOTUNIAN, Harry D., *Toward Restoration*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1970.
- HAROOTUNIAN, Harry D., « Nationalism as Intellectual History », dans *The Journal of Asian Studies*, vol. 31, n° 1, 1971, p. 57-63.
- HAROOTUNIAN, Harry D., « Between Politics and Culture », dans Bernard S. Silberman et Harry D. Harootunian (édit.), *Japan in Crisis*, Princeton, Princeton University Press, 1974, p. 110-155.
- HAROOTUNIAN, Harry D., « The Function of China in Tokugawa Thought », dans IRIYE Akira (édit.), *The Chinese and the Japanese*, Princeton, Princeton University Press, 1980 p. 9-36.
- HAROOTUNIAN, Harry D., « Ideology as Conflict », dans NAJITA Tetsuo et J. Victor Koschmann (édit.), *Conflict in Modern Japanese History*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 25-61.
- HARRINGTON, Ann, « Meiji Imperialism : « Not Based on Preordained Design », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 131-135.
- HASHIMOTO Mitsuru, « The Social Background of Peasant Uprisings in Tokugawa Japan », dans NAJITA Tetsuo et J. Victor Koschmann (édit.), *Conflict in Modern Japanese History*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 145-163.
- HAVENS, Thomas R., *Farm and Nation in Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1974.
- HAYAMA Teisaku, « Kinsei zenki no nôgyô seisan to nômin seikatsu », dans *Iwanami Kôza Nihon no Rekishi*, vol. 10, Tokyo, Iwanami Shoten, 1976, p. 173-211.
- HAYAMI Yûjirô, *A Century of Agricultural Growth in Japan*, Tokyo, Tokyo University Press, 1975.
- HENDERSON, Dan Fenno, *Conciliation and Japanese Law : Tokugawa and Modern*, Seattle, Tokyo, University of Washington Press, University of Tokyo Press, 1965.
- HENDERSON, Dan Fenno, « The Evolution of Tokugawa Law », dans John W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968, p. 203-229.
- HERBERT, Jean, *la Cosmogonie japonaise*, Paris, Dervy, 1977.
- HILL, Christopher, *Reformation to Industrial Revolution*, Hardmondsworth, Penguin, 1969.
- HIRSCHMEIER, Johannes, *The Origins of entrepreneurship in Meiji Japan*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1964.
- HIRSCHMEIER, Johannes, « Shibusawa Eiichi : Industrial Pioneer », dans William W. Lockwood (édit.), *The State and Economic Enterprise in Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 209-247.

BIBLIOGRAPHIE

- HIRSCHMEIER, Johannes et YUI T., *The Development of Japanese Business, 1600-1973*, Londres, Allen & Unwin, 1973.
- HOLTOM, Donald C., *Modern Japan and Shinto Nationalism*, New York, Paragon, 1963 (rééd. ; publié en 1947).
- HOLTOM, Donald C., *The National Faith of Japan*, New York, Paragon, 1965 (rééd. ; publié en 1938).
- HONJÔ Eijirô, *The Social and Economic History of Japan*, Kyoto, The Institute for Research in Economic History of Japan, 1935.
- HORI Ichirô, *Folk Religion in Japan*, Chicago et Londres, University of Chicago Press, 1968.
- HORIE Yasuzô, « Modern Entrepreneurship in Meiji Japan », dans William W. Lockwood (édit.), *The State and Economic Enterprise in Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 183-208.
- HOSTON, Germaine A., « Marxism and National Socialism in Taishô Japan », dans *The Journal of Asian Studies*, vol. 44, n° 1, 1984, p. 43-64.
- HUBER, Thomas M., *The Revolutionary Origins of Modern Japan*, Stanford, Stanford University Press, 1981.
- HUBER, Thomas M., « « Men of High Purpose » and the Politics of Direct Action, 1862-1864 », dans NAJITA Tetsuo et J. Victor Koschmann (édit.), *Conflict in Modern Japanese History*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 107-127.
- HUBER, Thomas M., « The Chôshû Activists and 1868 », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 66-71.
- HUFFMAN, James L., « The Popular Rights Debate : Political or Ideological ? », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 98-103.
- IKAWA-SMITH, Fumiko, « L'évolution politique du Japon à la fin de la période préhistorique », dans *Anthropologie et sociétés*, vol. 3, n° 3, 1979, p. 21-33.
- IKAWA-SMITH, Fumiko, « Current Issues in Japanese Archaeology », dans *American Scientist*, vol. 68, n° 2, 1980, p. 134-145.
- IKE Nobutaka, *The Beginnings of Political Democracy in Japan*, New York, Greenwood Press, 1950.
- INOUE Kiyoshi, *Nihon Teikokushugi no Keisei*, Tokyo, Iwanami Shoten, 1968.
- INOUE Kiyoshi, *Tennô, Tennôsei no Rekishi*, Toyio, Akaishi Shoten, 1986.
- IRIYE Akira, *After Imperialism*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1965.
- IRIYE Akira, *Pacific Estrangement*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1972.
- IROKAWA Daikichi, *Meiji Seishinshi*, Tokyo, Kôga Shobô, 1964.
- IROKAWA Daikichi, « Japan's Grassroots Tradition : Current Issues in the Mirror of History », dans *The Japan Quarterly*, vol. 20, n° 1, 1973, p. 78-86.
- ISHIDA Eiichirô, « Nature and Problems of Japanese Cultural Origins », dans Robert J. Smith et Richard K. Beardsley (édit.), *Japanese Culture*, Chicago, Aldine, 1962, p. 3-6.

- ISHIDA Eiichirô, *Japanese Culture : A Study of Origins and Characteristics*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1974.
- JACOBS, Norman, *The Origins of Modern Capitalism and Eastern Asia*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 1958.
- JANSEN, Marius, *Sakamoto Ryôma and the Meiji Restoration*, Princeton, Princeton University Press, 1961.
- JANSEN, Marius, « Tosa During the Last Century of Tokugawa Rule », dans John W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968a, p. 331-347.
- JANSEN, Marius, « Tokugawa and Modern Japan », dans John W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968b, p. 317-330.
- JANSEN, Marius, *Japan and its World*, Princeton, Princeton University Press, 1975.
- JOÛON DES LONGRAIS, F., *l'Est et l'Ouest : Institutions du Japon et de l'Occident comparées*, Tokyo, Paris, Maison franco-japonaise, Institut de recherche d'histoire étrangère, 1958.
- KAJINISHI Mitsuha, KATÔ Toshihiko, ÔSHIMA Kiyoshi et ÔUCHI Tsutomu, *Nihon Shinonshugi no Hatten*, vol. 1, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1957.
- KANASEKI Hiroshi et SAHARA Makoto, « The Yayoi Period », dans *Asian Perspectives*, vol. 19, n° 1, p. 15-26.
- KANO Osamu, « The Meiji State, Minponshugi, and Ultrationalism », dans J. Victor Koschmann (édit.), *Authority and the Individual in Japan*, Tokyo, Tokyo University Press, 1978, p. 60-80.
- KANSAI PRODUCTIVITY CENTER, *Mechatronics : The Policy Ramifications*, Tokyo, Asian Productivity Organization, 1985.
- KATSUMATA Makoto, « Le Japon dans l'économie mondiale : Une relecture de l'histoire du capitalisme japonais de 1850 à 1890 », dans Bernard Bernier, KATSUMATA Makoto et Michel Richard (sous la direction de), *l'État et le capitalisme au Japon (Cahiers du Centre de l'Asie de l'Est, n° 4)*, Montréal, Université de Montréal, 1987, p. 41-66.
- KAWASHIMA Takeyoshi, USHIOMI Toshitaka et WATANABE Yôzô, *Iriaiken no Kaitai*, Tokyo, Iwanami Shoten, 1959.
- KILEY, Cornelius, « State and Dynasty in Archaic Yamato », dans *The Journal of Asian Studies*, vol. 33, n° 1, 1973, p. 25-49.
- KITAGAWA, Joseph M., *Religion in Japanese History*, New York, Columbia University Press, 1966.
- KLEIN, L. et OHKAWA Kazushi, *Economic Growth : The Japanese Experience since the Meiji Era*, New Haven, Yale University Press, 1968.
- KOIKE Nagayuki, *Nihon no Shûkyôshi*, Tokyo, Gakugei Tosho, 1963.
- KOJIMA Noboru, « Militarism and the Emperor System », dans *Japan Interpreter*, vol. 8, n° 2, 1973, p. 219-228.

BIBLIOGRAPHIE

- KOSCHMANN, J. Victor (édit.), *Authority and the Individual in Japan*, Tokyo, Tokyo University Press, 1978.
- KOSCHMANN, J. Victor, ÔIWA Keibô et YAMASHITA Shinji (édit.), *International Perspectives on Yanagita Kunio and Japanese Folklore Studies*, Ithaca, N.Y., Cornell University East Asia Papers, n° 37, 1985.
- KUKI Shûzô, *Iki no Kôzô*, Tokyo, Iwanami Shoten, 1931.
- KURODA Toshio, *Nihon Chûsei Hôkenron*, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1974.
- KURODA Toshio, « Shinto and the History of Japanese Religion », dans *Journal of Japanese Studies*, vol. 7, n° 1, 1981, p. 1-21.
- LANDES, David, « Japan and Europe : Contrasts in Industrialization », dans William W. Lockwood (édit.), *The State and Economic Enterprise in Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 93-182.
- LARGE, Stephen, « The Patterns of Taishô Democracy », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 175-180.
- LEDYARD, Gari, « Galloping along with the Horseriders : Looking for the Founders of Japan », dans *Journal of Japanese Studies*, vol. 1, n° 2, 1975, p. 217-254.
- LEMARIGNIER, Jean-François, *la France médiévale*, Paris, Armand Colin, 1970.
- LEQUILLER, Jean, *le Japon*, Paris, Sirey, 1966.
- LEVY, Marion J., « Contrasting Factors in the Modernization of China and Japan », dans *Economic Development and Cultural Change*, vol. 2, n° 3, 1953, p. 161-197.
- LOCKWOOD, William W., *The Economic Development of Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968.
- MARSHALL, Byron K., *Capitalism and Nationalism in Prewar Japan*, Stanford, Stanford University Press, 1967.
- MARSHALL, Byron K., « The Late Meiji Debate over Social Policy », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 158-162.
- MARUYAMA Masao, *Thought and Behavior in Modern Japanese Politics*, Londres, Oxford et New York, Oxford University Press, 1969.
- MARUYAMA Masao, *Studies in the Intellectual History of Tokugawa Japan*, Princeton, Tokyo, Princeton University Press, Tokyo University Press, 1974.
- MASS, Jeffrey, *Warrior Government in Early Medieval Japan*, New Haven, Yale University Press, 1974.
- MASS, Jeffrey, *The Kamakura Bakufu*, Stanford, Stanford University Press, 1976.
- MASS, Jeffrey, *The Development of Kamakura Rule, 1180-1250*, Stanford, Stanford University Press, 1979.
- MASS, Jeffrey (édit.), *Court and Bakufu in Japan : Essays in Kamakura History*, New Haven, Yale University Press, 1982.
- MASUMI Junnosuke, *Nihon Seitôshiron*, vol. 1 et vol. 4, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1965.

- MATSUMOTO Sannosuke, *Tennōsei Kokka to Seiji Shisō*, Tokyo, Miraisha, 1969.
- MATSUMOTO Sannosuke, « The Roots of Political Disillusionment : « Public » and « Private » in Japan », dans J. Victor Koschmann (édit.), *Authority and the Individual in Japan*, Tokyo, Tokyo University Press, 1978, p. 31-51.
- MATSUO Takayoshi, *Taishō Demokurashii*, Tokyo, Iwanami Shoten, 1974.
- MAYO, Marlene, *The Emergence of Imperial Japan : Self-Defense or Calculated Aggression*, Lexington, Mass., D. C. Heath & Co, 1970.
- McCULLOUGH, Helen Craig (édit.), *The Taiheiki : A Chronicle of Medieval Japan*, New York Columbia University Press, 1959.
- MILLER, Richard J., *Ancient Japanese Nobility*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1974.
- MITCHELL, Richard, *Thought Control in Prewar Japan*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1976.
- MORISHIMA Michio, *Why Has Japan « Succeeded » ?*, Cambridge, Londres et New York, Cambridge University Press, 1982.
- MORLEY, James W., *Japan's Foreign Policy, 1868-1941*, New York, Columbia University Press, 1974.
- MORLEY, James W. (édit.), *Dilemmas of Growth in Prewar Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1971.
- MORRIS, Dana et Stephen VLASTOS, « Review of Susan B. Hanley et YAMAMURA Kôzô, « Economic and Demographic Change in Preindustrial Japan, 1600-1868 », dans *The Journal of Asian Studies*, vol. 39, n° 2, 1980, p. 361-368.
- MURAKAMI Yasusuke, KUMON Shumpei et SATÔ Seisaburô, *Bunmei to shite no le Shakai*, Tokyo, Chûô Kôronsha, 1979.
- MUTEL, Jacques, *le Japon : La fin du shôgounat et le Japon de Meiji, 1853-1912*, Paris, Hatier, 1970.
- NAGAHARA Keiji, *Nihon Hôkeshakairon*, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1955.
- NAGAHARA Keiji (édit.), *Nihon Keizai Taikai*, vol. 2, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1972.
- NAGAHARA Keiji et al. (édit.), *Chûsei Handobukku*, Tokyo, Kondô, 1973.
- NAGAHARA Keiji et YAMAMURA Kôzô, « Village Communities and Daimyo Power », dans John W. Hall et TOYODA Takeshi (édit.), *Japan in the Muromachi Age*, Berkeley, Los Angeles et Londres, University of California Press, 1977, p. 107-123.
- NAGAHARA Keiji et YAMAMURA Kôzô, « The Sengoku Daimyô and the Kandaka System », dans John W. Hall, NAGAHARA Keiji et YAMAMURA Kôzô (édit.), *Japan Before Tokugawa*, Princeton, Princeton University Press, 1981, p. 27-63.
- NAGAI Hideo, « Kokka no seiritsu », dans *Iwanami Kôza Nihon no Rekishi*, vol. 14, Tokyo, Iwanami Shoten, 1976, p. 121-208.
- NAJITA Tetsuo, *Hara Kei and the Politics of Compromise, 1905-1915*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 1967.

BIBLIOGRAPHIE

- NAJITA Tetsuo, « Restorationism in the Political Thought of Yamagata Daini », dans *The Journal of Asian Studies*, vol. 31, n° 1, 1971, p. 17-31.
- NAJITA Tetsuo, *Japan : The Intellectual Foundations of Modern Japanese Politics*, Chicago et Londres, University of Chicago Press, 1974.
- NAJITA Tetsuo et J. Victor Koschmann (édit.), *Conflict in Modern Japanese History*, Princeton, Princeton University Press, 1982.
- NAJITA Tetsuo et Irwin SCHEINER (édit.), *Japanese Thought in the Tokugawa Period, 1600-1868*, Chicago et Londres, University of Chicago Press, 1978.
- NAKAMURA Hajime, *Ways of Thinking of Eastern Peoples*, Honolulu, East-West Center Press, 1964.
- NAKAMURA, James I., « Growth of Japanese Agriculture, 1875-1920 », dans William W. Lockwood (édit.), *The State and Economic Enterprise in Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 249-324.
- NAKAMURA, James I., *Agricultural Production and the Economic Development of Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1966.
- NAKANE Chie, *Kinship and Economic Organization in Rural Japan*, Londres, Athlone Press, 1967.
- NISH, Ian, *Japanese Foreign Relations, 1869-1942*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1977.
- NITOBÉ Inazô, *Bushidô : The Soul of Japan*, Rutland, Vt. et Tokyo, Tuttle, 1969 (rééd. ; publié en 1905).
- NODA Yosiyuki, *Introduction au droit japonais*, Paris, Dalloz, 1966.
- NORMAN, E. H., *Japan's Emergence as a Modern State*, New York, Institute of Pacific Relations, 1940.
- NORMAN, E. H., *Origins of the Modern Japanese State*, New York, Pantheon (John Dower [édit.]), 1975.
- NOSCO, Peter (édit.), *Confucianism in Tokugawa Culture*, Princeton, Princeton University Press, 1984.
- OGURA Takekazu, *Agricultural Development in Modern Japan*, Tokyo, Fuji, 1967.
- OGURA Takekazu, *Can Japanese Agriculture Survive ?*, Tokyo, Agricultural Research Center, 1979.
- OH, Bonnie, « Meiji Imperialism : « Phenomenally Rapid », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 125-130.
- OHKAWA Kazushi, *Economic Growth : The Japanese Experience Since the Meiji Era*, Homewood. Ill., Irwin, 1966.
- OHKAWA Kazushi et Henry ROSOVSKY, « The Role of Agriculture in Modern Japanese Economic Development », dans *Economic Development and Cultural Change*, vol. 9, n° 1, 1960, p. 43-67.
- OHKAWA Kazushi et Henry ROSOVSKY, « A Century of Japanese Economic Growth », dans William W. Lockwood (édit.), *The State and Economic Enterprise in Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 47-92.
- OHKAWA Kazushi et Henry ROSOVSKY, *Japanese Economic Growth : Trend Acceleration in the Twentieth Century*, Tokyo, Tokyo University Press, 1973.

- OHKAWA Kazushi, B. F. JOHNSTON et KANEDA Hiromitsu (édit.), *Agriculture and Economic Growth: The Japanese Experience*, Tokyo, Tokyo University Press, 1969.
- ÔISHI Kaichirô, « Shihonshugi no kakuritsu », dans *Iwanami Kôza Nihon no Re-kishi*, vol. 17, Tokyo, Iwanami Shoten, 1976, p. 95-150.
- OKAMOTO Shumpei, *The Japanese Oligarchy and the Russo-Japanese War*, New York et Londres, Columbia University Press, 1970.
- ÔKOCHI Kazuo, *Reimeiki no Nihon Rôdô Undô*, Tokyo, Iwanami Shoten, 1952.
- ÔKOCHI Kazuo, Bernard KARSH et Salomon B. LEVINE (édit.), *Workers and Employers in Japan*, Tokyo, Tokyo University Press, 1973.
- ONO Sokyô, *Shintô: The Kami Way*, Rutland, Vt. et Tokyo, Tuttle, 1962.
- OOMS, Herman, « Neo-Confucianism and the Formation of Early Tokugawa Ideology », dans Peter Nosco (édit.), *Confucianism and Tokugawa Culture*, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 27-61.
- OOMS, Herman, *Tokugawa Ideology*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
- OSHIMA, Harry T., « Meiji Fiscal Policy and Economic Progress », dans William W. Lockwood (édit.), *The State and Economic Enterprise in Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 353-389.
- ÔSHIMA Kiyoshi, *Nihon Keizai to Nôgyô Mondai*, Tokyo, Nôsangyoson Bunka Kyôkai, 1972.
- ÔUCHI Tsutomu, *Nihon Nôminsô no Bunkai*, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1969.
- ÔUCHI Tsutomu, *Nihon Nôgyôron*, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1978.
- ÔUCHI Tsutomu, KANAZAWA Natsuki et FUKUTAKE Tadashi (édit.), *Nihon no Nôgyô*, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1970.
- OUCHI, William, *Theory Z*, New York, Avon, 1981.
- PATRICK, Hugh T., « The Economic Muddle of the 1920's », dans James W. Morley (édit.), *Dilemmas of Growth in Prewar Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1971, p. 211-266.
- PATRICK, Hugh T. (édit.), *Japan's High Technology Industries*, Seattle et Londres, Tokyo, University of Washington Press, University of Tokyo Press, 1986.
- PEATIE, Mark R., *Ishiwara Kanji and Japan's Confrontation with the West*, Princeton, Princeton University Press, 1975.
- PHILIPPI, Donald L. (édit.), *Kojiki*, Princeton, Tokyo, Princeton University Press, Tokyo University Press, 1969.
- PIERSON, John D., *Tokutomi Sohô, 1863-1957: A Journalist for Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1980.
- PITTAU, Joseph, *Political Thought in Early Meiji Japan*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1967.
- POLANYI, Karl, *The Great Transformation*, Beacon Hill, Beacon Press, 1957 (rééd. ; publié en 1944).
- PYLE, Kenneth B., *The New Generation in Meiji Japan*, Stanford, Stanford University Press, 1969.

BIBLIOGRAPHIE

- REISCHAUER, Edwin O., « Japan », dans Rushton Coulborn (édit.), *Feudalism in History*, Princeton, Princeton University Press, 1956, p. 26-48.
- REISCHAUER, Edwin O., *Histoire du Japon et des Japonais*, vol. 1, Paris, Seuil, 1973.
- REISCHAUER, Robert K., *Early Japanese History*, Gloucester, Mass., Peter Smith, 1967 (rééd. ; publié en 1937).
- RICKETTS, Robert, *la Paysannerie japonaise dans le passage au capitalisme : Alliances de classes et luttes populaires dans les campagnes japonaises, 1868-1914*, Mémoire de M. Sc., Département d'anthropologie, Université de Montréal, 1978.
- ROSOVSKY, Henry, *Capital Formation in Japan, 1868-1940*, New York, The Free Press, 1961.
- SAID, Edward, *Orientalism*, New York, Pantheon, 1978.
- SANSOM, George B., *A History of Japan to 1334*, Stanford, Stanford University Press, 1958.
- SANSOM, George B., *A History of Japan, 1334-1615*, Stanford, Stanford University Press, 1961.
- SANSOM, George B., *A History of Japan, 1615-1867*, Stanford, Stanford University Press, 1963.
- SANSOM, George B., *The Western World and Japan*, New York, Vintage Books, 1973 (rééd. ; publié en 1949).
- SANSOM, George B., *Japan : A Short Cultural History*, Rutland, Vt., Tokyo, Tuttle, 1976 (rééd. ; publié en 1931).
- SASAKI Gin'ya et William HAUSER, « Sengoku Daimyô Rule and Commerce », dans John W. Hall, NAGAHARA Keiji et YAMAMURA Kôzô (édit.), *Japan Before Tokugawa*, Princeton, Princeton University Press, 1981, p. 125-148.
- SASAYAMA Seishô, *Nihon Kodaishi Kôgi*, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1977.
- SCALAPINO, Robert A., *Democracy and the Party Movement in Prewar Japan*, Berkeley, University of California Press, 1953.
- SCHEINER, Irwin, « The Mindful Peasant : Sketches for a Study of Rebellion », dans NAJITA Tetsuo et Irwin Scheiner (édit.), *Japanese Thought in the Tokugawa Period, 1600-1868*, Chicago et Londres, University of Chicago press, 1973, p. 39-63.
- SHAFER, Boyd C., *Faces of Nationalism : New Realities and Old Myths*, New York, Harcourt, Brace, Jovanovich, 1972.
- SHELDON, C. D., *The Rise of the Merchant Class in Tokugawa Japan, 1600-1868*, Locust Valley, N.Y., Augustin, 1958.
- SHINOBU Seizaburô, *Nihon Gaikôshi*, Tokyo, Mainichi Shimbunsha, 1975.
- SHINODA Minoru, *The Founding of the Kamakura Bakufu*, New York, Columbia University Press, 1960.
- SILBERMAN, Bernard S. et Harry D. HAROOTUNIAN (édit.), *Japan in Crisis*, Princeton, Princeton University Press, 1974.
- SMETHURST, Richard J., « The Military Reserve Association and the Minobe Crisis of 1935 », dans George M. Wilson (édit.), *Crisis Politics in Prewar Japan*, Tokyo, Sophia University Press, 1970, p. 1-23.

- SMITH, Henry D., « The Nonliberal Roots of Taishô Democracy », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 191-198.
- SMITH, Robert J., « Pre-Industrial Urbanism in Japan », dans *Economic Development and Cultural Change*, vol. 9, n° 1, Part 2, 1960, p. 241-257.
- SMITH, Robert J., *Ancestor Worship in Contemporary Japan*, Stanford, Stanford University Press, 1974.
- SMITH, Robert J., *Japanese Society : Tradition, Self, and the Social Order*, Londres et New York, Cambridge University Press, 1983.
- SMITH, Robert J. et Richard K. BEARDSLEY (édit.), *Japanese Culture*, Chicago, Aldine, 1962.
- SMITH, Thomas C., *The Agrarian Origins of Modern Japan*, Stanford, Stanford University Press, 1959.
- SMITH, Thomas C., *Political Change and Industrial Development in Japan : Government Enterprise, 1868-1880*, Stanford, Stanford University Press, 1965.
- SMITH, Thomas C., « The Japanese Village in the Seventeenth Century », dans John W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968a, p. 263-282.
- SMITH, Thomas C., « The Land Tax in Tokugawa Japan », dans John W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968b, p. 283-299.
- SMITH, Thomas C., *Nakahara : Family Farming and Population in a Japanese Village, 1717-1830*, Stanford, Stanford University Press, 1977.
- SPAULDING, Robert M., « The Bureaucracy as a Political Force, 1920-1945 », dans James W. Morley (édit.), *Dilemmas of Growth in Prewar Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1971, p. 33-80.
- STRAYER, Joseph R., « The Tokugawa Period and Japanese Feudalism », dans John W. Hall et Marius Jansen (édit.), *Studies in the Institutional History of Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1968, p. 3-14.
- SUMIYA Mikio, *Nihon Chinrôdôshi Ron*, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1955.
- SUMIYA Mikio, *Social Impact of Industrialization in Japan*, Tokyo, Japan Commission of UNESCO, 1962.
- SUMIYA Mikio, *Nihon no Rôdô Mondai*, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1967.
- SUMIYA Mikio, « The Emergence of Modern Japan », dans ÔKOCHI Kazuo, Bernard Karsh et Solomon B. Levine (édit.), *Workers and Employers in Japan*, Tokyo, Tokyo University Press, 1973, p. 15-48.
- SUMIYA Mikio et TAIRA Kôji (édit.), *An Outline of Japanese Economic History, 1603-1940*, Tokyo, Tokyo University Press, 1979.
- TAEUBER, Irene B., *The Population of Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1958.
- TAIRA Kôji, *Economic Development and the Labor Market in Japan*, New York, Columbia University Press, 1970.

BIBLIOGRAPHIE

- TAKAYAMA Ryûsan, « Chiso kaisei to « ie », dans SONRAKU SHAKAI KEN-KYÛKAI (édit.), *Sonraku Shakai Kenkyû*, n° 11, Tokyo, Ochanomizu Shobô, 1975, p. 1-44.
- TAKEKOSHI Yosoburo, *The Economic Aspects of the History of the Civilization of Japan*, vol. 1, 2 et 3, London, Allen & Unwin, 1930.
- TANAKA Takeo, « Chûsei kaigai bôeki no seikaku », dans NAGAHARA Keiji (édit.), *Nihon Keizaishi Taikai*, vol. 2, Tokyo, Tokyo Daigaku Shuppankai, 1972, p. 277-323.
- TANAKA Takeo et Robert SAKAI, « Japan's Relations with Overseas Countries », dans John W. Hall et TOYODA Takeshi (édit.), *Japan in the Muromachi Age*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1977, p. 159-181.
- THOMPSON, E. P., *The Making of the English Working Class*, New York, Vintage Books, 1966.
- TITUS, David, *Palace and Politics in Prewar Japan*, New York, Columbia University Press, 1974.
- TITUS, David, « Political Parties and Nonissues in Taishô Democracy », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983, p. 181-190.
- TÔBATA Seiichi, *Nihon Nôgyô no Henkaku Katei*, Tokyo, Iwanami Shoten, 1968.
- TOBY, Ronald P., *State and Diplomacy in Early Modern Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1984.
- TOTMAN, Conrad, *Politics in the Tokugawa Bakufu*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1967.
- TOTMAN, Conrad, *The Collapse of the Tokugawa Bakufu*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1980.
- TOTMAN, Conrad, « From Reformation to Transformism : Bakufu Policy, 1853-1868 », dans NAJITA Tetsuo et J. Victor Koschmann (édit.), *Conflict in Modern Japanese History*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 62-80.
- TOTMAN, Conrad, *Tokugawa Ieyasu*, San Francisco, Heian Press, 1983a.
- TOTMAN, Conrad, « The Meiji Restoration : From Obsolete Order to Effective Regime », dans Harry Wray et Hilary Conroy (édit.), *Japan Examined*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983b, p. 72-78.
- TOTTEN, George O., *The Social Democratic Movement in prewar Japan*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1966.
- TÔYAMA Shigeki, *Meiji Ishin*, Tokyo, Iwanami Shoten, 1951.
- TOYODA Takeshi, *A History of Pre-Meiji Commerce In Japan*, Tokyo, Kokusai Bunka Shinkokai, 1969.
- TSUKAHIRA, Toshio G., *Feudal Control in Tokugawa Japan : The Sankin Kôtai System*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1966.
- TSUNASAWA Mitsuaki, *Nihon no Nôhonshugi*, Tokyo, Kinokuniya, 1971.
- TSUNODA Ryûsaku, Theodore De BARY et Donald KEENE (édit.), *Sources of the Japanese Tradition*, vol. 1 et 2, New York, Columbia University Press, 1964.
- TSURUMI Kazuko, *Social Change and the Individual*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

- UEDA Seishô, *Kikajin : Kodai Kokka no Seiritsu o Megutte*, Tokyo, Chûkô Shinsho, 1965.
- UMEMURA Mataji, « Agriculture and Labor Supply in the Meiji Era », dans OHKAWA Kazushi, Bruce F. Johnstone et KANEDA Hiromitsu (édit.), *Agriculture and Economic Growth : Japan's Experience*, Princeton, Tokyo, Princeton University Press, Tokyo University Press, 1970, p. 175-197.
- VARLEY, H. Paul, *The Onin War*, New York, Columbia University Press, 1967.
- VARLEY, H. Paul, *The Samurai*, Harmondsworth, Penguin, 1974.
- VARLEY, H. Paul (édit.), *A Chronicle of Gods and Sovereigns : Jinno Shotoki of Kitabatake Chikafusa*, New York, Columbia University Press, 1980.
- VINH, Sinh, *Tokutomi Sohô (1863-1957) : The Later Career*, Toronto, University of Toronto-York University Joint Centre on Modern East Asia, Publications Series, vol. 3, n° 1, 1986.
- VLASTOS, Stephen, « Yonaoshi in Aizu », dans NAJITA Tetsuo et J. Victor Koschmann (édit.), *Conflict in Modern Japanese History*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 164-176.
- VOGEL, Ezra F., *Japan as Number One*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1979.
- WALLERSTEIN, Immanuel, *The Modern World-System*, New York, San Francisco et Londres, The Academic Press, 1974.
- WEBB, Herschel, *The Japanese Imperial Institution in the Tokugawa Period*, New York, Columbia University Press, 1968.
- WEBER, Max, *Économie et société*, t. 1, Paris, Plon, 1971 (textes publiés en 1911-1913, 1918-1920 et 1922).
- WIGMORE, John H., *Law and Justice in Tokugawa Japan*, vol. 1, Tokyo, Tokyo University Press, 1969 (rééd. ; publié en 1941)
- WILSON, George M., *Radical Nationalist in Japan : Kita Ikki, 1883-1937*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1969.
- WILSON, George M., « Pursuing the Millennium in the Meiji Restoration », dans NAJITA Tetsuo et J. Victor Koschmann (édit.), *Conflict in Modern Japanese History*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 177-184.
- WILSON, George M. (édit.), *Crisis Politics in Prewar Japan*, Tokyo, Sophia University Press, 1970.
- WRAY, Harry et Hilary CONROY (édit.), *Japan Examined : Perspectives on Modern Japanese History*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1983.
- YAMAMURA Kôzô, « Unification : Economic Growth in Japan, 1550-1650 », dans John W. Hall, NAGAHARA Keiji et YAMAMURA Kôzô (édit.), *Japan Before Tokugawa*, Princeton, Princeton University Press, 1981, p. 327-372.
- YANAGITA Kunio, *About Our Ancestors*, Tokyo, Japan Society for the Promotion of Science 1970 (publié en japonais en 1945).
- YASUMARU Yoshio, *Nihon no Nashonarizumu no Zenya*, Tokyo, Asahi Shimbunsha, 1977.
- YASUOKA Shigeaki, « Bakuhanshi no shijô kôzô », dans Iwanami Kôza *Nihon no Rekishi*, vol. 10, Tokyo, Iwanami Shoten, 1976, p. 245-298.

GLOSSAIRE DES MOTS JAPONAIS

Aikokusha	« Association des patriotes ». Organisation politique fondée par ITAGAKI Taisuke en 1875.
Azukari tegata	Certificats de dépôts chez des changeurs (période Edo)
Bakufu	Gouvernement militaire, de 1185 à 1867. Dans la période Heian (794-1185), le terme désigne le haut commandement des armées en campagne. À partir de 1185, le terme désigne le gouvernement central, c'est-à-dire l'administration mise sur pied par la famille militaire hégémonique.
Bunke	Famille dépendante, issue d'une famille centrale (<i>honke</i>).
Bunraku	Théâtre de marionnettes.
Bushi	Guerrier (synonyme de <i>samourai</i>).
Bushidô	Code des guerriers. Ce code, définissant les vertus et les conduites propres aux guerriers, s'est élaboré à partir de la période Heian, mais il n'a été formalisé que dans la période Edo.
Chian keisatsu hô	« Loi de police et du maintien de la paix », votée en 1900, qui restreint les droits de la presse, des organisations politiques et des organisations ouvrières.
Chigyôchi	Fief. Territoire concédé à un guerrier subalterne par un guerrier de rang supérieur, en échange de sa loyauté et de services militaires.
Daijôkan	Conseil exécutif, créé en 1869, et remplacé par le cabinet en 1885.
Daimyô	Seigneur.
Dôshikai	« Association des amis de la Constitution ». Parti politique fondé par KATSURA Tarô en 1913.
Dosô	Commerçant usurier.

Dôzoku	Lignage. Ensemble de familles regroupées autour d'une maisonnée centrale (<i>honke</i>).
Ee ja nai ka	Mouvement de « rectification du monde » (Yonaoshi) qui survient au moment de la restauration de Meiji
Fudai diamyô	Seigneur féodal et vassal des TOKUGAWA.
Fukoku kyôhei	« Un pays prospère, une armée forte ». Slogan des opposants au régime des TOKUGAWA à partir de 1864.
Furi tegata	Chèque tiré sur dépôt chez un changeur (période Edo).
Futsu senkyo undô	Mouvement pour le suffrage universel masculin, créé en 1919.
Geisha	Courtisane.
Gen'yôsha	« Société de l'océan sombre ». Société patriotique et ultra-nationaliste fondée en 1881.
Gesu	Administrateur d'un domaine noble (période Heian), synonyme de <i>jitô</i> ou de <i>shôkan</i> .
Gi	Devoir.
Giri	Obligation ou dette morale.
Gônô	Paysan riche.
Gôshi	Guerrier paysan. Une personne ayant le statut de <i>samurai</i> mais qui cultive elle-même la terre ou qui administre directement son domaine.
Gunken	Système préfectoral (par opposition au système féodal : <i>hôken</i>).
Haiku	Poème à 17 pieds.
Han	Domaine appartenant à un seigneur (période Edo).
Hanzei	La moitié des redevances d'un domaine de la noblesse, devant être remise à un guerrier représentant des MINAMOTO (période Kamakura).
Hatamoto	Vassal des TOKUGAWA, mais ne possédant pas assez de terre pour être inclus parmi les seigneurs (période Edo).
Heimin	Gens du commun, selon la classification de 1869.
Hitogami	Divinité (<i>kami</i>) personnalisée ou associé à une personne.
Hombyakusho	Paysan propriétaire, producteur agricole indépendant.
Hôken	Système féodal.
Hôkônin	Travailleur dont le temps de travail sert à payer une dette (période Edo).
Honke	Famille principale, famille centrale.
Hyakusho	Petit paysan indépendant.
Ie	Maisonnée.

Iki	Qualité associée à la culture urbaine, élégance raffinée.
Jinja	Sanctuaire du shintô, synonyme de <i>miya</i> .
Jinushi	Propriétaire terrien.
Jitô	Administrateur d'un domaine noble (période Heian), synonyme de <i>gesu</i> et de <i>shôkan</i> . Intendant militaire nommé par les MINAMOTO dans les domaines nobles pour voir à l'attribution des droits fonciers (période Kamakura).
Jitsugaku	« Théorie de la pratique ». Nom donné à la tendance Wang Yang-Ming du confucianisme.
Jiyû minken undô	« Mouvement pour la liberté et pour les droits démocratiques ». Nom générique donné à tous les mouvements réclamant le droit de vote, le droit d'association, la liberté de la presse, etc., dans les dernières décennies du XIX ^e siècle.
Jiyûtô	Parti libéral, fondé par ITAGAKI Taisuke en 1881.
Jizamurai	Guerrier provincial (période Muromachi), synonyme de <i>kokujin</i> .
Jôdô	Secte bouddhiste dite de « la terre pure ».
Kabuki	Théâtre populaire, caractéristique de la culture urbaine (période Edo et période contemporaine).
Kaishintô	« Parti de la réforme et du progrès ». Parti politique fondé par ÔKUMA Shigenobu en 1882.
Takeya	Prêteur, changeur (période Muromachi).
Kakkyôron	« Sectionnalisme ». Caractère divisé de l'opposition seigneuriale en 1857.
Kamase tegata	Lettre de change (périodes Muromachi et Edo).
Kami	Divinité du shintô.
Kandaka	Impôt payé en argent (périodes Muromachi et sengoku).
Kashindan	Groupe hiérarchisé de guerriers regroupés autour d'un chef (période sengoku).
Kazoku	Noblesse (selon la classification de 1869).
Kenseikai	« Association pour un gouvernement constitutionnel ». Parti politique formé en 1918 de la fusion du dôshikai et de deux petits partis.
Kenseitô	« Parti constitutionnel ». Parti formé en 1898 de la fusion du Parti libéral et du Parti de la réforme et du progrès.
Kenseihontô	« Parti principal pour la Constitution ». Parti politique créé par ITAGAKI Taisuke en 1898 après sa scission du kenseitô.
Kôan	Paradoxe, jeu de mot associé au bouddhisme zen.
Kôban	Poste de police de quartier.

Kobugattai	« Union de la cour et du bakufu ». Slogan de l'opposition seigneuriale en 1857.
Koku	Mesure de volume, équivalant à 1,8 hectolitre.
Kokudaka	Estimé officiel des récoltes d'un domaine (période Edo).
Kokujin	Guerrier provincial (période Muromachi), synonyme de <i>jizamurai</i> .
Kokumin dômeikai	« Société nationale » ou « Alliance des citoyens ». Société patriotique et ultra-nationaliste formée en 1900.
Kokuryûkai	« Société du fleuve Amour ». Société patriotique et ultra-nationaliste fondée en 1901.
Kokutai	Essence de la nation japonaise. La doctrine du <i>kokutai</i> , formulée dans la période Edo, devient le pivot de l'idéologie impériale dans la période Meiji.
Kosakunin	Tenancier.
Koto	Instrument de musique à cordes.
Kôza	Tendance du marxisme des années 1920 et 1930, associée au Parti communiste japonais.
Kuni no miyatsuko	Gouverneur de province (période des tumulis).
Meirokusha	Association vouée à l'éducation et à la diffusion de la culture occidentale, fondée dans les premières années de Meiji.
Metsuke	Inspecteur nommé par les TOKUGAWA dans les domaines pour surveiller les seigneurs.
Michi	La « voie ». Dans la doctrine de OGYÛ Sorai, la voie est l'ordre politique (période Edo).
Mikai	Barbare.
Minponshugi	« Idéologie du peuple à la base ». Doctrine populiste et nationaliste élaborée par YOSHINO Sakuzô.
Miso	Pâte de fèves de soja fermentée.
Miya	Sanctuaire du shintô, synonyme de <i>jinja</i> .
Myôshu	Paysan titulaire, ayant reçu des terres de l'empereur lors des redistributions périodiques (périodes Asuka, Nara et Heian).
Nago	Serviteur dans les grandes maisonnées agricoles, à qui une parcelle de terre est concédée (période Edo).
Nanushi	Chef de village, synonyme de <i>shôya</i> .
Ninjô	Sentiment.
Nô	Théâtre de l'aristocratie.
Nôhonshugi	Agrarisme japonais des années 1920-1930.
Nôkai	« Sociétés agricoles ». Associations créées en 1899.
Ômetsuke	Inspecteur général, en charge des inspecteurs (<i>metsuke</i>) nommés par les TOKUGAWA dans les domaines des seigneurs (période Edo).

Ôsei fukko	« Restauration du pouvoir impérial ». Slogan de la restauration de Meiji.
Ôtegata	Billet à ordre, note de crédit (périodes Muromachi, sengoku et Edo).
Oyakata-kokata	« Relation entre parent et enfant ». Relation de dépendance entre un supérieur et un inférieur.
Ôyômei	Nom japonais de la tendance Wang Yang-Ming du confucianisme.
Rangaku	« Études hollandaises ». Science occidentale telle qu'introduite au Japon par les livres obtenus des Hollandais de Nagasaki (période Edo).
Rettô	Inférieur.
Rikken seiyûkai	« Association des amis pour un gouvernement constitutionnel ». Parti politique fondé par ITÔ Hirobumi en 1900.
Rôju	Grand conseiller (période Edo).
Rônin	Guerrier sans seigneur (période Edo).
Rônô	Tendance « ouvrière-paysanne ». Tendance du marxisme des années 1920-1930.
Ryô	Territoire sous le contrôle d'un guerrier puissant (période sengoku).
Sakaya	Marchand de <i>sake</i> . Ces marchands s'occupaient aussi de prêts usuraires (période Muromachi).
Sake	Vin de riz.
Sakoku	Politique de fermeture quasi complète du pays par les TOKUGAWA à partir de 1640 (période Edo).
Sakunin	Producteur agricole.
Samourai	Guerrier. Synonyme de bushi.
Sankin kôtai	Politique instituée par les TOKUGAWA pour contrôler les seigneurs. Chaque seigneur devait passer une année sur deux dans la capitale, et une année sur deux dans son domaine. Pendant le séjour dans son domaine, le seigneur devait laisser sa femme et ses enfants en otage dans la capitale.
Satori	Illumination dans le zen.
Seiyûkai	Abréviation du rikken seiyûkai.
Seppuku	Suicide rituel des samourai.
Shamisen	Instrument de musique à cordes.
Shimpan daimyô	Seigneurs des familles collatérales des TOKUGAWA (période Edo).
Shinden	Nouvelles rizières.
Shingaku	Secte bouddhiste populaire parmi les marchands de la période Edo.
Shin jôdô	Secte bouddhiste « de la vraie terre pure ».

Shi-nô-kô-shô	Les quatre classes de la société, selon l'idéologie officielle des TOKUGAWA. <i>Shi</i> est la deuxième syllabe de <i>bushi</i> (guerrier), <i>nô</i> , <i>kô</i> et <i>shô</i> sont les premières syllabes de <i>nômin</i> (agriculteur), <i>kôjin</i> (artisan) et <i>shônin</i> (marchand).
Shintai	Le symbole de la divinité dans un sanctuaire du shintô.
Shintô	Religion indigène du Japon.
Shishi	« Homme résolu ». Patriote loyaliste, s'opposant aux TOKUGAWA et, par la suite, au nouveau gouvernement de Meiji (périodes Edo et Meiji).
Shizoku	Guerrier, selon la classification de 1869.
Shôen	Domaine exempt d'impôt octroyé par l'empereur à des amis ou à des institutions religieuses (période Heian).
Shôgun	Dirigeant militaire du pays (périodes Kamakura, Muromachi et Edo). Vient du titre <i>sei i tai shôgun</i> octroyé par l'empereur au général en charge des campagnes contre les tribus (période Heian).
Shôkan	Administrateur des domaines nobles, synonyme de <i>gesu</i> et de <i>jitô</i> (période Heian).
Shôya	Chef de village, synonyme de <i>nanushi</i> .
Shugo	Gouverneur militaire nommé par les MINAMOTO dans les domaines nobles (période Kamakura).
Shugo-daimyô	Grands seigneurs exerçant le pouvoir avec les Ashikaga (période Muromachi).
Shushigaku	Nom japonais de la doctrine du philosophe néo-confucianiste chinois Zhu Xi.
Sonnô jôi	« Honorer l'empereur, expulser les barbares ». Slogan des patriotes nationalistes en 1858.
Sosen	Ancêtres.
Sotsu	Guerriers de rang inférieur, selon la classification de 1869 (catégorie éliminée en 1872).
Sui	Élégance dans la culture urbaine (période Edo).
Taigi meibun	Justesse des mots par rapport à leurs référents. Principe important du néo-confucianisme, adopté par l'école de Mito (période Edo).
Tairô	Régent nommé en périodes de crise pour conseiller le <i>shôgun</i> (période Edo).
Tairo dôshikai	« Société des amis contre la Russie ». Association patriotique et ultra-nationaliste fondée en 1903.
Tatami	Matelas de paille qui sert à couvrir les planchers dans les maisons japonaises.
Teiseitô	« Parti de la politique impériale ». Parti politique pro-gouvernemental créé par ITÔ Hirobumi en 1882.

Ton'ya (toi'ya)	Marchand de gros (périodes Kamakura, Muromachi, sengoku et Edo).
Tôzama daimyô	Seigneurs éloignés, les plus puissants rivaux des TOKUGAWA (période Edo).
Uji	Clan noble (périodes Asuka, Nara et Heian).
Ujigami	Divinité (<i>kami</i>) tutélaire d'un village.
Ukiyo	Le « monde flottant ». Nom donné à la culture bourgeoise (période Edo).
Yabo	Paysan. S'oppose à <i>iki</i> dans la culture urbaine (période Edo).
Yama no kami	Divinité (<i>kami</i>) de la montagne.
Yamato-gokoro	« L'esprit de Yamato ». Sensibilité particulière des Japonais. Yamato est le nom du premier royaume du Japon. <i>Kokoro</i> signifie cœur.
Yonaoshi (yonarashi)	Mouvements millénaristes de « rectification du monde », caractéristiques de la fin de la période Edo.
Yûaikai	« Association fraternelle ». Centrale des associations d'entraide ouvrière, créée en 1912 et qui se transformera en centrale syndicale en 1919.
Za	Guilde, association.
Zazen	Technique de méditation du zen.

G L O S S A I R E D E S N O M S P R O P R E S

- Abe Masahiro (1819-1857) : Grand conseiller du *shôgun* au moment de l'arrivée de Perry en 1853.
- Aizawa Seishihai (1782-1863) : Philosophe de l'école de Mito, inventeur du mot *kokutai*.
- Amaterasu-ô-mikami : Déesse-soleil, ancêtre mythique de la famille impériale.
- Andô Shôeki (1703-1762) : Théoricien de la période Edo qui s'opposait à la hiérarchie sociale de son temps.
- Arai Hakuseki (1657-1725) : Philosophe néo-confucianiste, adepte de l'étude des anciens textes chinois.
- Ashikaga : Famille de guerriers qui établit son hégémonie en 1335. Famille qui établit le deuxième shogounat (1335-1573).
- Ashikaga Yoshimitsu (1358-1408) : *Shôgun* qui accepta un statut inférieur pour le Japon dans le système tributaire chinois, afin de commercer avec la Chine.
- Bizen : Domaine (*han*) du Sud-Ouest de Honshû, donnant sur la mer intérieure (voir carte n° 2).
- Chikamatsu Monzaemon (1653-1725) : Dramaturge de la période Edo, associé à la culture urbaine.
- Chôshû : Domaine de l'extrême Sud-Ouest de Honshû (voir carte n° 2).
- Chôsokabe : Famille militaire de Shikoku, éliminée par les Tokugawa après la bataille de Sekigahara en 1600.
- Echizen : Domaine situé sur la côte de la mer du Japon (voir carte n° 2).
- Edo : Nom de la capitale shogounale sous les Tokugawa. La ville change de nom pour Tôkyô en 1868.
- Etô Shimpei (1834-1874) : Oligarque de Meiji, originaire de Hizen, qui quitta le gouvernement en 1873 et qui fut exécuté en 1874 à la suite d'une rébellion contre le gouvernement.
- Fujikawa Seika (1561-1619) : Philosophe néo-confucianiste, maître de Hayashi Razan.

- Fujita Yukoku (1773-1826) : Philosophe de l'école de Mito.
- Fujiwara : Famille d'aristocrates de la cour impériale qui exerça le pouvoir réel du VIII^e au XII^e siècles.
- Fukuzawa Yukichi (1835-1901) : Penseur de la période Meiji favorable à l'éducation à l'occidentale.
- Gotô Shôjirô (1837-1897) : Oligarque de Meiji, originaire de Tosa, qui quitta le gouvernement en 1873. Il aida Itagaki Taisuke à créer le mouvement pour les droits et libertés. Il se lança plus tard dans les affaires.
- Hakata : Ville portuaire du Nord de Kyûshû. Fait maintenant partie de la ville de Fukuoka (voir carte n° 1).
- Hara Kei (1865-1921) : Homme politique, originaire du domaine de Morioka. Il fut Premier ministre de 1918 jusqu'à son assassinat en 1921.
- Hayashi Razan (1583-1657) : Philosophe néo-confucianiste.
- Heian : Capitale impériale du Japon de 794 à 1185. La ville changea de nom plus tard et devint Kyôto.
- Heijô-kyô : Première capitale du Japon, de 710 à 784.
- Hirata Atsutane (1776-1843) : Philosophe de l'école du *kokugaku* (études nationales).
- Hirosawa Saneomi (1833-1871) : Oligarque de Meiji, originaire de Chôshû.
- Hizen : Domaine de l'Ouest de Kyûshû (voir carte n° 2).
- Honda Toshiaki (1744-1821) : Penseur qui suggéra d'attaquer la Sibérie et d'en faire une zone tampon pour protéger le Japon.
- Hosokawa : Famille guerrière importante de la période Muromachi.
- Hyôgo : Port important sur la mer intérieure. La ville changea de nom pour devenir Kôbe.
- Ihara Saikaku(1642-1693) : Romancier et poète de la période Edo, associé à la culture urbaine.
- Ii Naosuke (1815-1860) : Grand conseiller des Tokugawa, assassiné par des patriotes loyalistes en 1860.
- Imagawa : Grande famille guerrière du centre du Japon, vaincue par Oda Nobunaga (période sengoku).
- Inoue Kaoru (1835-1915) : Oligarque de Meiji, ami de Itô Hirobumi.
- Inukai Tsuyoshi (1855-1932) : Chef du Parti nationaliste, Premier ministre de 1931 jusqu'à son assassinat par des ultra-nationalistes en 1932.
- Ishida : Grande famille guerrière, éliminée par les Tokugawa à la suite de la bataille de Sekigahara en 1600.
- Itagaki Taisuke (1837-1919) : Oligarque de Meiji, originaire de Tosa. Il démissionna du gouvernement en 1873 et fonda le mouvement pour les droits et libertés.
- Itô Hirobumi (1841-1909) : Oligarque de Meiji, originaire de Chôshû. Il fut Premier ministre plusieurs fois. Il fut assassiné en Mandchourie en 1909 par un nationaliste coréen.
- Iwakura Tomomi (1825-1883) : Prince de la cour et oligarque de Meiji.
- Iwasaki Yatarô (1834-1885) : Homme d'affaires de la période Meiji, fondateur du consortium Mitsubishi.

- Jimmu : Empereur légendaire. Selon la légende, il fonda la lignée impériale en 660 av. J.-C.
- Kaiho Seiryô (1756-1817) : Penseur de la période Edo qui s'intéressa à l'économie.
- Kamakura : Capitale du *bakufu* des Minamoto.
- Kamo Mabuchi (1697-1769) : Philosophe de l'école des études nationales (*koku-gaku*).
- Kansei : Période allant de 1789 à 1801.
- Katsura Tarô (1847-1918) : Homme politique de la période Meiji. Il fut Premier ministre trois fois entre 1900 et 1911.
- Katô Kômei (1860-1926) : Homme politique des années 1910 et 1920. Il fut Premier ministre de 1924 à 1926. Il fit passer la loi du suffrage universel masculin en 1925.
- Kido Kôin (1833-1877) : Oligarque de Meiji, originaire de Chôshû. Il fut l'un des dirigeants les plus importants au début de la période Meiji.
- Kôno Hironaka (1849-1923) : Homme politique, organisateur du Parti libéral à Fukushima.
- Kôtoku Shûsui (1871-1911) : Anarchiste, exécuté en 1911.
- Kumazawa Banzan (1619-1691) : Philosophe de la tendance Wang Yang-Ming.
- Kuroda Kiyotaka (1840-1900) : Oligarque de Meiji, originaire de Satsuma, Premier ministre en 1888-1889.
- Kyôhō : Période allant de 1716 à 1735.
- Maebara Issei (1834-1876) : Oligarque de Meiji, originaire de Chôshû, qui démissionna du gouvernement en 1873. Il fut exécuté en 1876 à la suite d'une rébellion.
- Matsukata Masayoshi (1835-1924) : Oligarque de Meiji, originaire de Satsuma. Il décréta la réforme économique de 1881-1882.
- Matsumae : Domaine du Sud de Hokkaidô (période Edo).
- Meiji (1852-1912) : Nom de l'ère du règne de l'empereur Mutsuhito (1868-1912). Par extension, nom de l'empereur.
- Minamoto : Famille guerrière qui établit le premier shogounat (1185-1333).
- Mitsui : Famille marchande de la période Edo. Un des grands consortiums depuis les années 1880.
- Mitsubishi : Grand consortium fondé par Iwasaki Yatarô.
- Miura Baien (1723-1789) : Penseur de la période Edo influencé par les études hollandaises.
- Mizuno Tadakuni (1793-1851) : Grand conseiller des Tokugawa.
- Môri : Grande famille guerrière du Sud-Ouest de Honshû. Seigneurs de Chôshû sous les Tokugawa.
- Morioka : Domaine du Nord-Ouest du Japon (période Edo).
- Motoori Norinaga (1730-1817) : Philosophe de l'école des études nationales (*kokugaku*).
- Muro Kyûsô (1658-1734) : Philosophe confucianiste.
- Nakaoka Shintarô (1838-1867) : Homme politique de la fin de la période Edo, originaire de Tosa. Avec Sakamoto Ryôma, il orchestra l'union des guer-

- riers de Satsuma et de Chôshû contre les Tokugawa. Il fut assassiné en 1867.
- Oda Nobunaga (1534-1582) : Le premier des trois grands unificateurs du Japon au XVI^e siècle.
- Ôkuma Shigenobu (1838-1922) : Oligarque de Meiji, originaire de Hizen. Fondateur de plusieurs partis politiques, il fut Premier ministre plusieurs fois.
- Ôkubo Toshimichi (1830-1878) : Oligarque de Meiji, originaire de Satsuma. Il fut le dirigeant le plus important du gouvernement de Meiji jusqu'à son assassinat en 1878.
- Ômoto : Famille guerrière importante de la période Muromachi.
- Ôshio Chûsai (1792-1837) : Officiel shogounal, partisan de la « théorie de la pratique », qui organisa une émeute anti-shogounale à Ôsaka en 1837.
- Ôuchi : Famille guerrière importante de la période Muromachi.
- Saigô Takamori (1827-1877) : Oligarque de Meiji, originaire de Satsuma. Après sa démission du gouvernement en 1873, il organisa la résistance au nouveau régime. Il se suicida rituellement après la défaite de la rébellion de 1877.
- Saionji Kimmochi (1849-1940) : Prince de la cour et homme politique. Il fut deux fois Premier ministre entre 1906 et 1912.
- Sakai : Ville portuaire près d'Ôsaka.
- Sakamoto Ryôma (1835-1867) : Guerrier originaire de Tosa, qui orchestra l'union des guerriers de Chôshû et de Satsuma contre les Tokugawa en 1865-1866. Il fut assassiné en 1867.
- Sakuma Shôzan (1811-1864) : Penseur de la fin de la période Edo, partisan de l'importation des techniques militaires de l'Occident.
- Satsuma : Domaine à l'extrême Sud de Kyûshû (voir carte n° 2).
- Shibusawa Eiichi (1840-1931) : Homme d'affaires des périodes Meiji et Taishô.
- Shimazu : Grande famille guerrière des périodes Muromachi, sengoku et Edo. Propriétaire du domaine de Satsuma.
- Soga : Clan aristocratique qui introduisit le bouddhisme au Japon au VI^e siècle.
- Sumitomo : Famille marchande de la période Edo. Un des grands consortiums depuis les années 1880.
- Taika : Période allant de 645 à 650, pendant laquelle des réformes administratives importantes eurent lieu.
- Taira : Famille guerrière importante de la fin de la période Heian. Les Taira s'établirent comme famille guerrière hégémonique entre 1160 et 1185.
- Taishô (1879-1926) : Nom du règne de l'empereur Yoshihito (1912-1926). Par extension, nom de l'empereur.
- Takahashi Korekiyo (1854-1936) : Ministre des Finances dans le gouvernement Hara. Premier ministre en 1921-1922.
- Takasugi Shinsaku (1839-1867) : Guerrier de Chôshû qui participa au mouvement anti-*bakufu*.
- Takeda : Famille militaire importante dans la période Sengoku.
- Temmei : Période allant de 1781 à 1789.

- Tempô : Période allant de 1830 à 1844.
- Terauchi Masatake (1852-1919) : Général, résident général en Corée, puis Premier ministre en 1917-1918.
- Tôhoku : le Nord-Est du Japon (voir carte n° 1).
- Tôkaidô : Région qui s'étend sur la côte du pacifique entre la plaine du Kantô au Nord-Est et Nagoya au Sud-Ouest (voir carte n° 1).
- Tokugawa : Grande famille guerrière qui établit le troisième shogounat (1600-1867).
- Tokugawa Ieyasu (1542-1616) : Le troisième des grands unificateurs militaires du pays, entre 1560 et 1600. Il remporta la bataille de Sekigahara en 1600, ce qui lui permit d'instaurer l'hégémonie de sa famille.
- Tokutomi Sohô (1863-1957) : Journaliste nationaliste, promoteur de l'imperialisme.
- Tominaga Nakamoto (1715-1746) : Penseur de la période Edo, qui développa la théorie du relativisme historique.
- Tosa : Domaine du Sud de Shikoku dans la période Edo (voir carte n° 2).
- Tottori : Domaine du Sud-Ouest de Honshû, devenu préfecture après 1872 (voir cartes n° 2 et 3).
- Toyotomi Hideyoshi (1536-1598) : Le deuxième des grands unificateurs du pays entre 1560 et 1600.
- Uchimura Kanzô (1861-1930) : Militant chrétien de gauche et pacifiste.
- Uesugi : Grande famille militaire de la période sengoku, confirmée dans ses droits seigneuriaux par Tokugawa Ieyasu.
- Yamaga Sokô (1622-1685) : Philosophe confucianiste classique qui élaborait la doctrine du *bushidô*.
- Yamagata Aritomo (1838-1922) : Oligarque de Meiji, originaire de Chôshû. Il fut Premier ministre plusieurs fois et il influença fortement l'exercice du pouvoir jusqu'à sa mort.
- Yamamoto Gombei (1852-1933) : Amiral, héros de la guerre russo-japonaise, Premier ministre de 1913 à 1914.
- Yamazaki Ansai (1618-1682) : Philosophe néo-confucianiste qui élaborait une synthèse du confucianisme et du shintô.
- Yasuda Zenjirô (1838-1921) : Homme d'affaires, fondateur du consortium Yasuda.
- Yoshida Shôin (1830-1859) : Guerrier et philosophe de Chôshû, un des premiers patriotes loyalistes, exécuté pour ses activités anti-*bakufu* en 1859.
- Yoshino Sakuzô (1878-1933) : Humaniste chrétien nationaliste, fondateur du mouvement *minponshugi*.

I N D E X

- Abe Masahiro 192, 385, 390
 agrarisme 328-334, 411
 agriculture 13, 21-22, 71, 73, 87, 92,
 100, 105-143, 179, 228-229,
 258, 267-268, 281, 293, 317-335,
 375, 387-388, 391
 Allemagne 11, 189-190, 262, 284,
 290, 313, 316, 346, 347, 350,
 352, 353-354, 358, 360, 366, 369,
 370, 372, 375, 376, 396, 399-402,
 406
 anciens 295, 297, 298-304, 309, 341
 Andô Shôeki 173, 174, 388, 416
 Angleterre 69, 97, 142-143, 182,
 188-190, 191, 192, 194, 200, 202,
 218, 258, 261, 262, 290, 294,
 314, 341, 346, 347, 348, 354,
 355, 358, 363, 364, 366, 368,
 370, 375, 376, 401, 402-407
 armée 211, 218, 225-226, 230-235,
 241, 243, 249, 275, 291, 300,
 302, 303, 305, 310, 311, 339,
 342-343, 357-362, 375, 395, 396,
 397, 400, 413-414
 Ashikaga 30-34, 37-39, 42, 57, 74,
 75, 77-80
 Asie du Sud-Est 52-53, 80, 95, 157,
 189, 217, 377, 392
 banque 11, 99-101, 255-257, 409
 bouddhisme 145, 149-150, 152,
 157-160, 164
 bushidô 69, 166, 168, 175-177, 209,
 211, 292, 389, 390, 396, 418
 cabinet 291-316
 capitalisme 1-4, 9-13, 93-101, 103,
 172, 174, 175, 178-179, 264, 281,
 334-335, 390-393, 394-420
 Chine 10-11, 19, 52-59, 69, 77-80,
 82, 95, 108, 154, 157, 158,
 159, 163, 188-191, 193, 217, 219,
 220, 227, 230, 258, 260, 280,
 301, 309, 337, 340-348, 351, 352,
 353, 354-355, 356, 358, 360,
 362, 365, 366-368, 369, 370, 371,
 372, 373, 374, 375, 376, 377,
 392, 413, 419
 Chôshû 35, 41, 42, 64, 65, 87, 121,
 199, 200-208, 209, 210, 215,
 220, 224, 226, 235, 250, 288,
 291, 298, 307, 400
 christianisme 52-59, 122
 classe ouvrière 257, 258, 267-280,
 393, 398, 400, 410-411
 colonialisme 4, 54-57, 69, 141,
 188-191, 273, 312, 337-377
 confucianisme 10, 103, 126, 145,
 152, 154-156, 161, 164, 165, 166,
 169, 171, 181, 182, 183, 184,
 227, 284, 291, 292, 293, 329-330,
 390, 391, 416, 417
 Constitution de 1889 3, 287-316
 Corée 47, 80, 82, 95, 154, 158,
 231-232, 307, 338, 339, 340-348,
 349, 351, 352-363, 364-365, 370,
 371-372, 373, 374, 376, 377
 coton 64, 72, 254, 258, 266, 269, 270

- crédit 11, 73, 81, 89, 90, 92, 98-100, 121, 230, 242, 250, 254, 387
- Diète (Parlement) 235-239, 243, 287-316, 399, 413-416
- dôzoku (lignage) 115-116, 124-126, 132, 328
- droit 48-51, 118, 183-184
- droits civils 235-239, 243-247, 274-275, 287, 288, 294, 295, 306, 310, 313-314, 402, 406
- Edo (période) 4, 41-70, 84-103, 105-108, 121-143, 160-185, 187-212, 228, 229, 266, 279, 379-393, 397, 415, 417
- éducation 60-61, 145, 175, 179, 181-183, 196, 226-227, 230, 241, 243, 257, 291, 293, 296, 418
- ee ja nai ka* (mouvement millénariste) 211, 240, 388
- Espagne 53-57, 188
- État de Meiji 3, 215-247, 249-252, 254-257, 259, 260, 261-262, 264, 265, 266, 272, 274-275, 277, 280-283, 287-307, 317-318, 330-333, 334-335, 340-366, 389, 393-409, 412-415, 416-417
- États-Unis 69, 187, 189-194, 202, 203, 231, 262, 273, 341, 354, 358, 360, 363, 364, 368, 369-371, 373, 374, 375, 376, 414
- Etô Shimpei 209, 224, 231, 232, 233
- études hollandaises 171, 174, 388
- féodalisme 3, 83, 97, 282-283, 325, 329, 334-335, 379-383, 391, 402
- France 69, 97, 188-190, 191, 194, 202, 218, 261, 281, 290, 327, 346, 347, 350, 354, 358, 363, 364, 366, 368, 370, 375, 376, 401, 402-407
- Fujiwara 23, 26, 215
- Fukuzawa Yukichi 343-350
- Gen'yosha 351
- guerre sino-japonaise (1894-1895) 260, 280, 301, 343-347
- guerre russo-japonaise (1904-1905) 262, 263, 264, 274, 280, 305, 308, 311, 357-362
- Hakata 76, 79, 80, 81
- han* (domaine féodal) 41-44, 62, 67, 86-87, 107, 212, 219-221, 222, 311, 380, 386, 400
- Hara Kei 311, 312-316, 396
- Hayashi Razan 161-165, 388
- hōkōnin* (travailleur agricole) 128-129
- Hyōgo 80, 81, 193
- ie* (maisonnée) 111-117, 124-130, 142, 329
- Ii Naosuke 198, 200-201
- impérialisme 188-191, 226, 314, 337-377, 413-415, 419, 420
- Inde 95, 108, 157, 188, 258, 392
- industrie 2-5, 11-13, 99-101, 142-143, 230, 243-284, 293, 307, 319, 320, 375, 393-394, 395, 398, 401, 416
- industrie lourde 254, 258, 259-260, 262-267, 268, 270, 272, 274, 275-276, 277, 280
- Inoue Kaoru 205, 209, 224, 231, 233, 235, 253, 291, 298
- Itagaki Taisuke 209, 231, 232, 235-239, 245, 246, 287, 289, 290, 300, 301, 350
- Itô Hirobumi 205, 207, 209, 224, 231, 232, 233, 235, 287, 288, 289, 290, 291, 293, 295, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 307, 312, 343-344, 364, 365, 412
- Iwakura Tomomi 209, 219, 224, 231, 235
- Iwasaki Yatarō 253, 254, 259, 261
- jitō* (intendant) 24, 28-30, 73
- Kamakura (ville) 27, 73, 74
- Kamakura (période) 27-30, 47, 158, 380
- kami* (divinité) 109, 147-154, 167, 174
- Katō Kōmei 308-309, 314-316, 396
- Katsura Tarō 304-308, 356, 415
- Kido Kōin 205, 207, 209, 219, 224, 231, 232, 233, 389
- kokugaku* 167, 173, 184, 198, 408
- kokujin* (guerrier provincial) 31-33
- kokutai* (essence nationale) 167, 216, 296-297, 306, 314, 333, 394, 417
- Kōno Hironaka 350, 351
- Kōtoju Shūsui 275, 306, 357
- kōza* 105, 324, 334-335

INDEX

- main-d'œuvre industrielle 257, 258,
267-280, 319, 393-394, 398, 410
- Mandchourie 295, 343, 344, 345,
346, 349, 351, 352, 353, 355,
356, 357, 358, 359, 360, 361,
362, 363, 364, 365, 366, 367,
369, 370, 373, 377, 413, 414, 419
- marché 2, 11-12, 51, 62-69, 71-103,
105, 108, 121-124, 126-136,
137-143, 145, 172, 174, 175,
177-181, 183-184, 185, 240,
242-243, 249-252, 254-257,
261-267, 273, 280-281, 325,
329-331, 342, 384-390, 393, 403,
404-405
- marine 225-226, 291, 302, 303, 308,
395
- Matsukata Masayoshi 101, 205, 224,
228, 235, 241, 242, 256-257, 259,
291, 295, 298, 299, 300, 301,
302, 308, 324, 330, 341, 415
- Meiji (empereur) 208, 216, 221, 290,
291, 296, 297, 299, 412
- Meiji (période) 2-5, 9, 10, 142, 167,
187, 208, 213-377, 391, 393-407
- métayage 106-108, 121, 123-124, 126,
128-136, 139, 141, 178, 228,
241, 243, 247, 317, 318-319,
322-335, 387-388, 397, 400
- Minamoto 25, 26-31, 39, 74, 380
- Mito (école de) 167, 173-174,
184, 198, 388, 408
- Mitsui 210, 250, 253, 259, 276, 283,
307, 396
- Mitsubishi 253, 259-260, 275, 283,
314, 396
- Mongolie 366, 367
- Môri 37, 41
- nago* 124-126
- Nakaoka Shintarô 200, 207
- nationalisme 198, 205, 206, 227,
251-252, 279, 306, 311, 312,
313-314, 315, 333, 348-352,
360-363, 388, 391, 392, 394, 395,
396, 400, 413-415, 417, 419
- néo-confucianisme 145, 160-165,
168, 173, 388
- Oda Nobunaga 36-38, 53, 81-83, 88,
94
- Ôkuma Shigenobu 224, 231, 232,
235, 288, 289, 298, 299, 300,
301, 302, 303, 308-309, 350
- Ôkubo Toshimichi 199, 205, 207,
209, 219, 224, 231, 232, 233,
235, 283, 389, 412
- Ôshio Chûsai 168, 388
- ôyômei* (confucianisme Wang Yang-
Ming) 166, 168-169, 388, 389
- partis politiques 235-239, 243-247,
287-316, 331, 350-351, 356-357,
396, 397, 412-415
- paysans (paysannerie) 21, 22, 34-45,
42, 49-50, 67-69, 71, 73, 92,
105-143, 164, 172, 176, 177-178,
184-185, 203, 209, 228-229,
239-247, 250, 256, 257, 258,
267-268, 270, 272, 289, 300,
317-335, 380, 381, 387-388, 394,
416
- Pays-Bas (Hollande) 52, 56-59, 171,
188, 191, 193, 202, 401
- population 106-108, 121-124, 131,
142, 182, 267, 319, 320
- Portugal 52-57, 188
- préfectures 221, 231, 234, 243,
244-247, 287
- Première Guerre mondiale 257, 258,
262, 263, 264, 265, 267, 268,
270, 280, 322, 366-369, 370-372,
375, 411-412, 415
- propriétaires terriens 130-136, 141,
228, 241, 247, 289, 317-318,
322-335, 395, 397
- révoltes paysannes 69, 107, 136-141,
143, 145, 168, 175, 184-185,
209, 229, 239-247, 287, 300, 330,
387-388, 411, 416
- révolution industrielle 2-5, 101,
262-267, 273, 280, 283, 323
- Russie 69, 189, 191, 192, 193, 194,
280, 305, 308, 311, 340, 341,
346, 347, 350, 352-362, 365, 366,
368, 369, 370, 371, 374, 375, 376
- rônô* 105, 324, 334-335
- Saigô Takamori 199, 205, 207, 209,
224, 231, 232-235, 259, 351
- Saionji Kimmochi 304-308, 312
- Sakai 76, 79, 80, 81, 218

- Sakamoto Ryôma 207, 209, 219, 389
 Sakhalin 339, 361
samourai (guerrier) 17, 24-39, 41-47,
 59-63, 67-68, 75, 84-87, 110,
 117-119, 133, 159, 164, 172, 173,
 175-178, 180, 181-183, 184,
 195, 196, 198-212, 218, 220-226,
 228, 230-235, 242, 250, 252,
 253, 255, 281-282, 289, 290, 294,
 312, 325, 339, 340, 380-383,
 386, 392, 394, 395, 396, 397,
 398, 399, 402, 418
sankin kôtai (résidence alternée)
 45-46, 62, 85, 203
 Satsuma 41, 42, 52, 64, 65, 87, 193,
 197, 198, 199, 200-208, 209,
 210, 215, 220, 224, 226, 235,
 250, 288, 291, 298, 307, 338,
 386, 400
 Shimazu 37, 41, 338
shintô 145, 146-154, 161, 163, 165,
 292
shishi (patriote radical) 169, 198-203,
 218, 231-235, 239, 254, 351, 389
 Sibérie 311, 360, 361, 366, 370-371,
 375
shôen (manoir) 22, 75, 219
shushigaku (néo-confucianisme de
 Zhu Xi) 161-162
 sociétés secrètes 348-352
 Soga 19, 158
 soie 56, 72, 79, 92, 133, 249, 254,
 255, 258-259, 269, 272
 Sumitomo 210, 253, 283

 Taika 19-23, 71, 111, 153, 158, 215
 Taira 25, 26, 28
 Taishô (empereur) 296
 Taishô (période) 251, 307-316,
 409-415
 Taiwan 259, 340, 343, 344, 363, 376,
 377, 396
 tenanciers 106-108, 119-120, 124-126,
 129-136, 228, 241, 247, 311,
 317-318, 322-335, 394, 397
 textile (industrie) 254, 256, 263, 264,
 266, 268-272, 274, 277, 280
 Tokugawa Ieyasu 36-39, 56, 82, 84,
 94, 120, 325
 Tosa 35, 87, 197, 209, 215, 220, 224,
 236, 259
 Toyotomi Hideyoshi 37-39, 41,
 44-45, 52-56, 82-83, 86, 88, 89,
 94, 120, 325, 349
 traité de Portsmouth (1905) 305,
 360-363, 364
 traité de Shimonoseki (1895)
 344-347, 352
 traité de Versailles (1919) 364, 368,
 369-374, 420

uji (clan aristocratique) 19, 23, 72,
 153
ujigami (divinité tutélaire) 147, 151
ukiyo (« monde flottant ») 180, 181

 Yamagata Aritomo 205, 209, 224,
 225, 232, 233, 235, 245, 287,
 291, 295, 298, 299, 300, 301,
 302, 303, 304, 307, 308, 309,
 311, 343, 365, 412, 415
yonashi ou *yonarashi* (mouvement de
 rectification du monde) 136,
 139-140, 184-185, 240, 243,
 246, 388
 Yoshida Shôin 168, 198, 389
yûaikai 274, 313